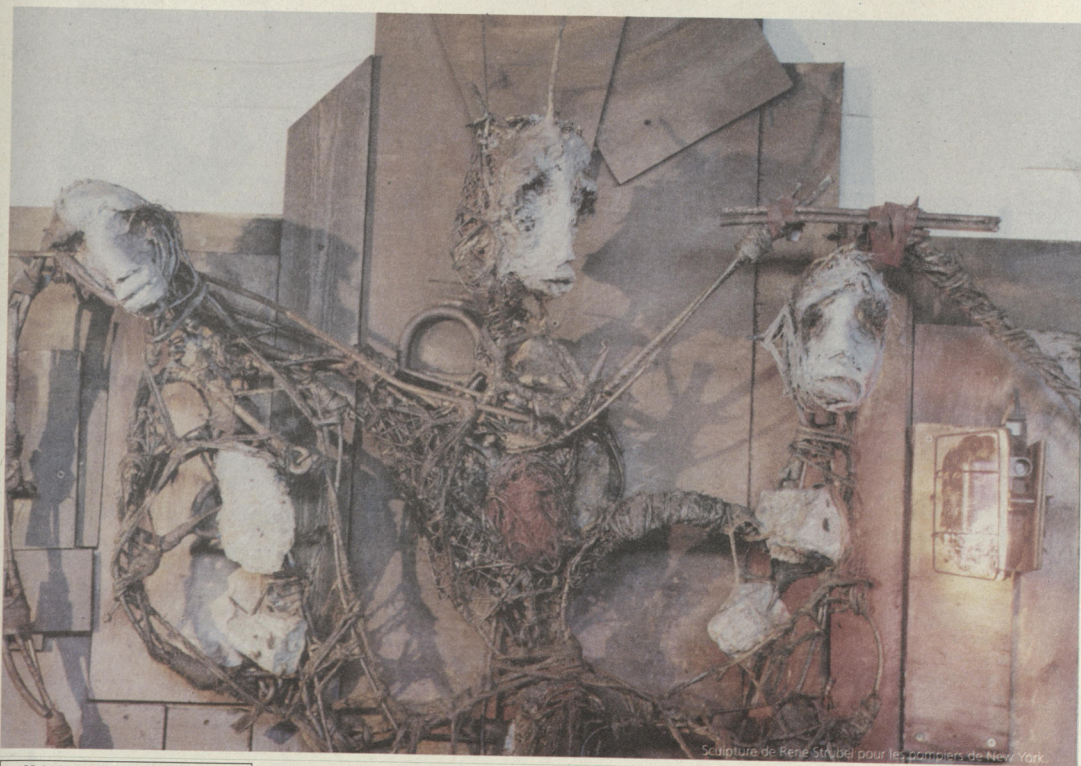


le monde
libertaire

Revue mensuelle de la Fédération anarchiste
adhérent de l'Internationale des fédérations anarchistes

le monde libertaire

À genoux ou debout!



Sculpture de René Stobiel pour les pompiers de New York.

M 02137 - 1383 - F: 2,00 €



2€

ISSN 0026-9433

«La grève générale avait pour but de mettre en valeur la puissance d'action dissolvante de la classe ouvrière et, outre cette manifestation morale, d'atteindre matériellement ses adversaires, de les frapper dans leurs besoins et dans leurs plaisirs.»

Comment nous ferons la révolution.
Émile Pouget et Émile Pataud

hebdo n° 1383
du 27 janvier au 2 février 2005

Sommaire



Fribourg, **perquisitions à tout va**, par Olynx, page 4

Nouvelles des fronts, la lutte continue, par H. Lenoir, page 5

Un volatile dérangeant, par F. Ladrissé, page 7

Je consomme, tu consommes... par B. Hennequin, page 7

Responsables **irresponsables**, par N. Potkine, page 8

Voile, hypocrisie et colonialisme, par J.-C.R., page 9

Tsunamis, les masseurs scientologue prennent la relève, par Nicolas, page 10

Battisti, état des non-lieux, par J. Vallet, page 11

Étatisme, capitalisme et socialisme, par R. Breton, page 15

Festival **d'Autogestion** à Rio de Janeiro, par T. Libertad, page 17

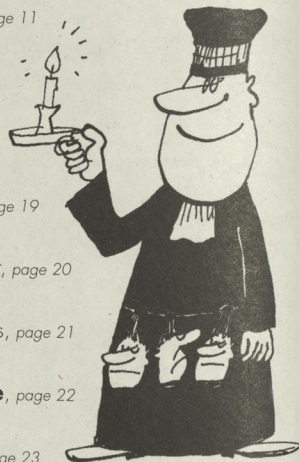
Anatomie de la **peur**, par O. Suffider, page 19

Religion et oppression, par M.-J. Pothier, page 20

Bavure et pastis, par Chroniques rebelles, page 21

Vie du mouvement et Radio libertaire, page 22

Agenda, page 23



BULLETIN D'ABONNEMENT

Tarifs

(Hors-série inclus)

3 mois, 13 n^{os}

6 mois, 25 n^{os}

1 an, 45 n^{os}

France

et DOM-TOM

○ 20 €

○ 38 €

○ 61 €

Pli fermé

(France)

○ 32 €

○ 61 €

○ 99 €

Étranger

○ 27 €

○ 46 €

○ 77 €

Abonnement de soutien

1 an, 45 n^{os} ○ 76 €

Pour les détenus et chômeurs, 50 % de réduction en France métropolitaine (sauf sous pli fermé). Les chèques tirés sur des banques hors France subissant une taxe exorbitante (plus de 15 euros), nous vous demandons d'effectuer vos paiements par virement bancaire international (IBAN: FR 76 4255 9000 0621 0028 7960 215). Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière feuille de routage.

(en lettres capitales. Règlement à l'ordre de Publico, à joindre au bulletin)

Nom _____ Prénom _____

Adresse _____

Code postal _____ Ville _____

Rédaction et administration: 145, rue Amelot, 75011 Paris. Tél.: 01 48 05 34 08 – Fax: 01 49 29 98 59

Directeur de publication: Bernard Touchais – Commission paritaire n° 0609 C 80740 – Imprimerie EDRB (Paris)
Dépot légal 44 145 – 1^{er} trimestre 1977 Routage 205 – EDRB Diffusion NMPP. Photos et illustrations de ce numéro: droits réservés.



C'est nouveau, ça vient de sortir. Après avoir décrété que la population française était morose, les médias ont soulevé un autre lièvre. Toutes tendances confondues (PS, UMP, UDF...) des partis politiques inventeraient un « nouveau militant ». Accroître le nombre de leurs troupes serait le nœud du problème. Des sommités qui s'intéressent à la « recherche politique » ont même déclaré que « les formes de militantisme traditionnel sont obsolètes ». Quand on entend aussi certains milieux politiques de notre cher Hexagone vanter l'efficacité de la politique outre-atlantique, on comprend mieux pourquoi l'expression même de « mouvement ouvrier » fait passer celui (ou celle) qui le prononce pour un avatar du XIX^e siècle. Tous les néolibéraux vous le diront, les classes sociales et toute notion de conflit entre elles c'est de la vieille histoire, de vieux trucs à jeter aux orties. Les Maîtres des forges n'ont jamais dit le contraire !

Pourtant, y'a de la grogne et les journaux en causent. Un quotidien national et recentré a même titré que « Le réveil de la mobilisation fait frémir le pouvoir ».

Certes l'amplitude du mouvement laisse encore à désirer, mais, en quête de redoreur, les divers éléments de ce qu'il est convenu d'appeler la gauche plurielle débattent de leurs liens avec le mouvement social. Courroie de transmission ou bride sur le cou, le débat ne date pas d'hier.

La mobilisation est dans la rue et Raffarin se pavane sur les plateaux de l'étrange lucarne. Comme si la politique se discutait entre deux pubs pour la lessive et l'exhibition de créatures de la Star Academy !

Paraît qu'aux USA ça marche. En tout cas en douce France le Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA) renforce son ancrage à droite, le contrôle des médias, de l'opium du peuple, ça ne se néglige pas.

De toute façon Bush peut aller chez Plumeau, c'est la France qui devrait former les policiers irakiens. Après les conseils aux militaires chiliens tout marché est bon à prendre.

Avec tout cela où en est-on pour un autre futur ? À part l'unité dans les luttes pour mettre des bâtons dans les roues au corporatisme des boutiques syndicales, on peut toujours mettre l'imagination en avant !

Et après ?



Jean-Pierre Levaray

BON, on pourra dire que les journées de grèves et de manifestations dans la fonction publique des 18, 19 et 20 janvier auront été des succès. Je ne reviendrai pas sur les raisons de ces journées d'actions qui ont touché aussi bien les postiers, les cheminots, les personnels administratif, les électriciens gaziers, les enseignants, les magistrats, les personnels hospitalier et d'autres encore, mais on peut y trouver des revendications communes: perte de pouvoir d'achat, casse des statuts, baisse des budgets, privatisation, manque et suppression de personnel... j'en passe et des meilleures.

Ces trois journées furent un succès parce qu'après la défaite du printemps 2003 sur les retraites et sur la loi de décentralisation, le climat était plutôt morose. En septembre 2004, on en était à se demander si les gens arriveraient encore à descendre dans la rue. Voilà qui est fait, et même si les manifestations n'étaient pas à la hauteur de ce qu'on a pu vivre par le passé, c'était pas mal. Les secteurs en grève l'étaient souvent à près de 50 %. Et si pour les postiers, le mouvement de grève a été relativement faible,

c'est en grande partie lié à la casse du service public et à l'application des mesures déjà en route dans le privé: division des secteurs et des statuts, suppression importante de personnel, individualisation des salariés et difficulté à se regrouper.

On pourra dire que les confédérations syndicales ont senti que la colère était remontée et que le personnel de la fonction publique pouvait de nouveau se mettre en grève.

L'autre succès c'est que ces journées de grève étaient populaires, le *Parisien Libéré* a même titré que 65 % des Français soutenaient ce mouvement. La presse n'a pas fait dans la critique habituelle et les radios, de type France Inter, qui à chaque mouvement de grève dans la SNCF ne manquaient pas de passer des témoignages d'usagers en colère et antigreve, ont passé cette fois des témoignages d'usagers embêtés mais compréhensifs. La raison était sans doute tout autre qu'un soutien aux grévistes, mais bien encore de la propagande, histoire de prouver que l'accord de prévention des conflits signé à la SNCF était une réussite.

Bref, si les manifestations étaient des succès, les résultats, eux, le ne sont pas: les députés ont voté la suite de la casse de la poste, Dutreil, ministre de la Fonction publique, a dit qu'il n'y aurait pas d'augmentation des salaires, les suppressions de postes vont continuer de se faire, etc.

D'autre part, que penser de ces confédérations syndicales qui ont appelé à des manifestations en ordre dispersé alors que les revendications étaient proches? On pourra rétorquer que suite à l'apathie générale, il fallait passer par des actions catégorielles avant d'aller vers le « tous ensemble ». À voir. Mais, que penser de certaines confédérations qui ont appelé uniquement pour se refaire une santé après avoir subi une perte d'adhérents et qui lâcheront le morceau rapidement?

Ces journées d'actions ressemblent fort à des soupapes de sécurité que les directions syndicales présentent de temps à autre, comme exutoire d'une colère qui monte. Les raisons de la colère ne manquent pas, mais derrière ces journées d'action, il n'y a rien. Les directions syndicales n'ont aucune perspective, aucune envie de remettre en cause le système. On n'en est pas encore à parler d'une grève générale mais on connaît chez nos bureaucrates la volonté de contrôler le mouvement social et de ne pas vouloir être dépassé par les grévistes de la base; d'avoir la stratégie de l'échec pour enfermer les militants dans un certain renoncement à l'action; enfin de se montrer des syndicalistes de cogestion, responsables face aux politiques, pour être garants et complices du système.

Le seul prochain rendez-vous proposé se situe le 5 février, dans une journée d'action pour la défense des 35 heures, et on parle d'une possible journée de grève interpro après les vacances de février. Se faire trimballer de journée d'action en journée d'action, on a déjà vécu ça souvent, et le printemps 2003 en a été le triste exemple. J'espère que le but caché n'est pas qu'une manœuvre politique, une façon de faire monter la pression pour nous conduire au référendum sur la constitution européenne, où là on pourrait exprimer, dans un «non» catégorique, notre ras le bol du gouvernement. C'est déjà ce que les militants du PC et de la LCR se sont employés à faire comprendre aux grévistes lors de ces trois journées d'action.

Pourtant pendant ces journées de grève, des assemblées générales se sont tenues, hors des structures syndicales habituelles. Renouant ainsi avec des pratiques du mouvement de 2003. On sait qu'elles rassemblent, dans ces moments-là, les éléments les plus motivés et les plus radicaux, mais on a pu entendre dans les prises de paroles, une forte défiance vis-à-vis des bureaucraties syndicales, une volonté d'autonomie et de syndicalisme de base. Il y a des choses qui se sont dites, reste à les préciser pour monter un mouvement social digne de ce nom dans les semaines à venir.

Fribourg, Allemagne La police perquisitionne...

L'ANNÉE DERNIÈRE à Fribourg diverses actions encourageant le principe de ville gratuite ont été menées: squats, fêtes libres, ouverture d'un magasin au KTS (centre culturel, politique autonome) reposant sur le principe de gratuité absolue. La dernière action, menée par des militants anarchistes, qui visait la gratuité des transports et des loisirs, a été visée par la répression.

Ainsi une perquisition a eu lieu le mercredi 8 décembre 2004, à 8 heures du matin. Six fonctionnaires du « Staatsschutz » (sécurité d'État) et une personne de la ville de Fribourg, mandatée en tant que témoin ont pénétré dans un appartement. Étaient alors présents trois des quatre habitants. La perquisition allait durer trois heures et se solder par la confiscation de quatre ordinateurs, des fichiers, des notes manuscrites, des photos et d'un drapeau antifasciste.

Dans le mandat de perquisition délivré par le juge Holm Ertel, il y avait ordre de confisquer les ordinateurs personnels et de rechercher le tract « Libre circulation pour tous », l'appel pour l'action « baignade gratuite » et pour finir de se saisir de tous les éléments écrits en lien avec ces actions.

La perquisition a été justifiée par une enquête qui est en cours contre un des locataires (un militant antifasciste). Celui-ci aurait prétendument appelé publiquement à commettre des délits. Dans le justificatif il est précisé:

« Suivant l'enquête menée jusqu'à maintenant, on soupçonne l'accusé d'avoir fait passer sur le site internet www.antifa-freiburg.de du 1^{er} novembre 2004 un appel à une action « baignade gratuite » dans une piscine à Fribourg [...]. L'accusé s'est retrouvé le 14 novembre 2004 [...] avec une vingtaine de personnes dont les noms sont inconnus. Le groupe ne s'est pourtant pas dirigé vers la piscine, mais suivant les directives de l'accusé, est allé vers le pont ferroviaire [...]. Une partie du groupe a diffusé sur la ligne 6 du tramway, direction centre ville, des tracts que l'accusé avait apportés. »

Le tract incriminé (sur les transports gratuits) soulignait le fait que se déplacer est une nécessité et que du fait des prix exorbitants des transports, nombre de personnes se trouvent exclus de la mobilité pourtant nécessaire dans notre société et que bientôt se déplacer allait devenir un luxe. À cela on oppose une alternative, la fraude, en insistant sur le fait que beaucoup de personnes mettent déjà en pratique ce concept et en expliquant comment se comporter face aux contrôleurs et dans quelle mesure il est possible d'aider un fraudeur. L'appel pour l'action « baignade gratuite », paru sur le site

internet, constituant un des motifs de la perquisition, partait du même principe: « Tout pour tous ». Les loisirs ne doivent pas être réservés à une minorité de privilégiés...

Pour protester contre la perquisition et la répression en général, une manifestation a eu lieu le 18 décembre à Fribourg. Cette manif a rassemblé environ 250 personnes. Lors de cette dernière des incidents ont éclaté entre manifestants et forces de l'ordre. Un manifestant a été blessé à la tête, et plusieurs personnes ont été arrêtées.

La perquisition et « l'affaire » autour des actions de gratuité s'inscrivent dans un climat de durcissement de la répression à Fribourg qui à pu être observé au fil des derniers mois.

Ainsi, contre des squats ouverts sur le Vaubangelände et dans la Basler Strasse (à cause de la pénurie de logements), des procédures judiciaires ont été ouvertes. Récemment, la lutte pour le logement a mené à de nombreuses condamnations sur Fribourg. En janvier 2004, c'était le KTS qui a failli être expulsé. Mais, grâce à la mobilisation, l'expulsion de celui-ci a pu être évitée. Lors du « Southek-Technofestivals » (free-party) en juin dernier, un déploiement policier exagéré avait été mis en place, et les accords de Schengen avaient même été suspendus...

Fribourg n'est pas la seule ville en Allemagne où la police se montre particulièrement zélée ces derniers temps.

À Stuttgart le 30 novembre 2004 l'« Infoladen » (librairie et lieu de rencontre militant) ainsi qu'un domicile privé ont été perquisitionnés pour une croix gammée détruite (naturellement) qui figurait sur un tract de l'Action révolutionnaire de Stuttgart (antifascistes). Le ridicule ne tuant pas, ce prétexte avait déjà servi pour des perquisitions le 9 septembre 2004 à Stuttgart. Au même moment, à Göttingen les locaux du serveur internet militant PUK ont été perquisitionnés car celui-ci hébergeait le site de l'Action révolutionnaire de Stuttgart. Il faut encore ajouter à cette liste les six perquisitions du 8 novembre 2004 qui ont eu lieu à Homburg et à Munich et qui ont visé des militants de la « Rote Hilfe » (l'aide rouge) et l'« Infoladen » de Munich.

Pour en revenir à Fribourg, ce qui a certainement dû inquiéter les pouvoirs publics, c'est que ces actions et les discours sur la gratuité trouvent en général un écho favorable parmi la population. Cette tentative d'intimidation se solda par un échec: dix jours après, 250 personnes manifestaient contre la répression.

Olynx

groupe Juillet 1936, Strasbourg

Nouvelles des fronts



MISÈRE, LA MISÈRE GAGNE DANS LE MONDE et les barons Seillière d'ici et d'ailleurs sautillent sur le ventre ballonné des pauvres sous-alimentés... En une année, l'écart entre les riches et les pauvres s'est encore accru de 5,5 %. Déjà, selon le rapport du PNUD (Fonds des Nations unies pour le développement), si la richesse de la planète a été multipliée par six depuis 1950, le revenu moyen des habitants de cent des 174 pays recensés est en pleine régression, et même l'espérance de vie est en recul. Les trois personnes les plus riches du monde ont une fortune supérieure au PIB (Produit intérieur brut) des 48 pays les plus pauvres, et le patrimoine des 15 individus les plus fortunés dépasse le PIB de toute l'Afrique subsaharienne. Même le travail, ça paye plus.

Dans le monde, la moitié des travailleurs, soit 1,4 milliard d'exploités, sont des travailleurs pauvres, en dessous de 2 dollars par jour... À peine un Big Mac! Parmi eux, un demi-million de personnes gagne moins d'un dollar. Là, y'a de quoi, c'est sûr, se faire sauter la panse de malnutrition, nom de Dieu!

En France, 50 % des ménages se partagent 20 % de la richesse produite et 10 % des ménages les plus riches – dont notre cher baron – se partagent 30 % de la richesse. Cherchez l'erreur! Résultat de cette course de dupes, 8 % de la population hexagonale est dans la dèche, l'extrême pauvreté touche un foyer parisien sur huit, soit 200 000 personnes qui vivent avec moins de 670 euros par mois.

Et, entre 1975 – l'époque radieuse où le

premier économiste de France (Raymond Barre, dit la Ronflette) nous annonçait déjà la sortie du tunnel – et 2002, les ménages où personne ne travaille sont passés de 6,3 % à 12,2 %. Pourtant, dans le même temps, le Medef pleure sur le coût de travail... Quel coût, quel travail?

Même à la SNCF, rien ne va plus. La CGT annonce la suppression de 3600 emplois sur les 168 300 postes avec pour conséquences des conditions de travail et de sécurité qui se dégradent et encore moins de service public. Les banlieusards n'ont qu'à se réjouir. Idem, chez Märklin, les petits trains électriques de luxe pour les gosses de riches, un plan social est sur la voie, et 361 emplois sont menacés (25 % de l'effectif).

Quant au secteur de l'électronique, le jeu de massacre continue. LG Philips Displays à Dreux (78) prévoit de liquider plus de 50 % des emplois, entre 450 et 470, murmure-t-on. Et ça bouge toujours pas, même si ça frémit ici ou là. Peut-être que la marmite va finir par exploser, nom de Dieu!

Dépôt H et M au Bourget (93), après avoir été expulsés par la flicaille après un référent, les salariés de retour ont relancé la grève afin de bloquer le dépôt unique. Pendant les soldes, le combat continue.

Chez l'empereur Poutine aussi ça frémit. Des centaines de retraités, pour l'essentiel des femmes, ont manifesté dans toute la Russie pour protester contre la suppression des avantages hérités de l'époque soviétique, un

comble (gratuité des transports et des médicaments entre autres). Ils ont à plusieurs endroits et durant plusieurs heures bloqué de nombreux axes routiers. Y'a pas d'âge pour en découdre avec le Capital, la preuve.

Révolution syndicale... parité des hommes et des femmes dans les IRP (Institutions représentatives du personnel), faudra repasser (facile!). Selon la Dares (ministère du Travail), seulement 32 % des élus titulaires aux comités d'entreprise et délégations uniques du personnel sont des femmes alors qu'elles représentent 40 % des effectifs concernés par ces élections (8,1 % d'élus dans la construction, 34,9 % dans les services aux entreprises et 63,4 % dans le secteur de l'éducation/santé-social).

Révolution syndicale, toujours... Les barons tremblent déjà. Au 18^e congrès de la CISL (Confédération internationale des syndicats libres), les représentants des 148 millions de syndiqués dans 150 pays ont voté une résolution de rapprochement avec la Confédération mondiale du travail (CMT) et ses 26 millions d'adhérents.

175 millions de syndiqués dans ces deux organisations de collaboration de classes plus quelques centaines de milliers syndiqués ailleurs sur 2,8 milliards de travailleurs, y'a pas les barons en rigoleront encore longtemps et Chérèque songe à une carrière internationale!

Hugues
groupe Pierre-Besnard

Homophobie :

Quand la norme ne parle pas forcément aux anormaux

O N PEUT PENSER ce que l'on veut des lois et de leur efficacité supposée, toujours est-il que celle devant proposer la condamnation des propos sexistes et homophobes a fait ressurgir de vieux clichés que l'on croyait ravalés, depuis les heures peu glorieuses du débat autour du Pacs. Et, pour commencer, une petite leçon de choses: le député UMP C. Vanneste a rappelé, lors de son intervention à l'Assemblée nationale que « l'homosexualité est une menace pour la survie de l'humanité ». Nous reproduisons les plus belles envolées lyriques de ce monologue qui s'adressait aux défenseurs d'une loi spécifique.

« Vous êtes en train, pour lutter contre la discrimination, de défendre une séparation entre les sexes, c'est complètement absurde. L'idée même d'homophobie tend à accréditer que le comportement homosexuel a la même valeur que d'autres, alors qu'il est évidemment une menace pour la survie de l'humanité... Ce texte de loi est un contresens, illustré par le terme même d'homophobie: "détester le même". Qu'est-ce que cela veut dire? Voulez-vous créer un troisième genre, qui aurait une égalité d'existence et de droits avec les deux autres, qui contribuent eux, à la perpétuité de l'humanité? »

Cette affirmation pose donc que, seuls sont dignes de respect, les individus sociaux capables de se reproduire. Afin de ne pas interpréter ses propos, nous avons envoyé un courriel à ce monsieur, sur son site de l'Assemblée nationale, lui faisant simplement remarquer que, de par son homophobie exacerbée, c'était plutôt lui qui représentait une menace pour l'humanité. Ce dernier s'est fendu d'une longue réponse, dans laquelle il persiste et signe, nous n'en livrons que les plus riches extraits:

« Votre réaction sur mon site souligne le délabrement intellectuel qui sévit aujourd'hui dans certains milieux. Ma position repose sur la tradition morale de notre civilisation, et d'ailleurs de l'ensemble de l'humanité. L'échange matrimonial entre personnes de sexes différents marque le passage de l'animalité à l'humanité... Il repose sur le bon sens, souvent exprimé par les philosophes, qui préconisent d'obéir à la nature plutôt que de s'opposer à elle... Il repose également sur la volonté politique de refuser à la fois la limita-

tion excessive de la liberté d'exprimer sa pensée et la multiplication de communautés d'autant plus revendicatives dans leur exigence de privilèges qu'elles sont illégitimes... »

« Je ne peux que déplorer le festival d'aberrations intellectuelles qui s'est déroulé ces derniers temps: certains condamnent mes propos au nom d'une vertu outragée. Il s'agit là d'une bien curieuse inversion des valeurs de ceux qui insistent sur le déterminisme "naturel" de l'homosexualité. Cette conception simpliste est dégradante pour la liberté humaine, absurde scientifiquement et inverse curieusement la tradition qui veut que les conservateurs s'appuient sur la nature et les progressistes sur la culture et la liberté. Toute société est heureusement fondée sur la hiérarchie des comportements, même lorsqu'elle reconnaît l'égalité des personnes. Sans cette distinction, il n'y aurait plus de droit... »

« Pour conclure, je ne peux que souligner l'absence totale de signification du mot "homophobie" qui devrait désigner le fait d'avoir peur du même. Le contraire serait l'hétérophobie qui serait avoir peur de l'autre et définirait assez bien ceux qui connaissent ce curieux racisme qui consiste à avoir peur de l'autre, de l'autre sexe. Étrange loi qui pour lutter contre le racisme en arrive à en protéger un autre. Voilà malheureusement où l'on parvient, lorsque la mode et les groupes de pression qui la font, remplacent ce qui devrait être la libre réflexion des élus par le simple réflexe. » Christian Vanneste

Ce député résume assez bien, finalement, nos convictions et l'ensemble de nos luttes (militantes ou anarchistes en plein délabrement intellectuel?) contre: la « tradition » morale, l'échange matrimonial comme seule marque de l'évolution de l'espèce, l'acceptation de l'ordre « naturel » des choses, de communautés uniquement légitimes (faut-il entendre par là celles qui respectent la « vie », au sens où les anti-choix et autres ultralibéraux utilisent ce mot?), la hiérarchisation des comportements et pour finir, l'état de droit ou comme préférera ce monsieur, le droit de l'état!

Patrick Schindler

groupe (de mode, de pression?) Claaaaaash





Quand la pub réécrit l'histoire...

IL EST TOUJOURS INSTRUCTIF, avant que de les jeter, de parcourir les prospectus publicitaires qui sont déversés chaque jour dans nos boîtes aux lettres.

Récemment, c'est une pub d'Édouard Leclerc qui a attiré mon attention de « consommateur » vigilant.

Pas tant pour les produits figurant dans le catalogue que pour la manière dont Leclerc – et les publicitaires qui sont à ses ordres – s'y prend pour réécrire l'histoire et se l'approprier à des fins mercantiles.

La couverture du catalogue reprend en effet, grossièrement revue et corrigée, la célèbre photo de mai 68 où l'on voit une jeune femme, juchée sur de « mâles » épaules, brandir bien haut un drapeau noir.

Soyons cependant rassurés: la couleur du drapeau a viré au bleu foncé, les manifestants défilent mais derrière une grande banderole qui proclame: « 50 % de pouvoir d'achat en plus! », sous-entendu avec Leclerc, bien évidemment!

Sans oublier la pancarte « Vive les pleins pouvoirs d'achat » qui n'est pas sans rappeler les pleins pouvoirs que voulait s'arroger à cette époque le pouvoir gaulliste, lorsque celui-ci était allé en Allemagne et rassurer auprès des forces armées.

Avec cette publicité, il flotte ainsi comme un parfum de revanche sur une jeunesse qui, à un moment donné, a tenté de tout jeter aux poubelles de l'histoire.

Pour autant il n'y a pas d'ambiguïté dans le message délivré aux masses consuméristes: au travers de l'utilisation nauséabonde des représentations du passé, fût-il contestataire, il s'agit de nous convaincre, vous et moi, de la nécessité de consommer en n'ayant finalement plus honte de le faire!

Qu'une des fonctions essentielles de tout pouvoir soit de récupérer à tout va, rien de bien nouveau; que la société de consommation cherche en permanence à nous bernier rien de bien étonnant non plus: ce qu'il importe surtout c'est de consommer sans nostalgie aucune.

Sans consommation, comment pourrions-nous vivre!

Continuons donc à consommer, et tout ira pour le mieux dans le meilleur des mondes fabriqués pour notre bonheur par Leclerc et consorts... à moins que!

Bernard Hennequin

Quand l'autruche éternue...

Son rôle

« Je n'ai pas hésité une seconde. Mon rôle était d'être là. »
B. Thibault, de la CGT...

... aperçu, une coupe à la main, déambulant parmi une foultitude de patrons et d'hommes politiques, lors de l'inauguration du supergros navion Airbus. Le même jour les postiers déambulaient aussi, mais sur le pavé et sous la pluie. A la fin des manifs la Centrale n'offrait pas le champagne. Un oubli ?

Au feu, les pompiers

« Un jour, le feu indompté de la liberté gagnera les coins les plus sombres de notre monde ». George W. Bush, discours d'investiture.

Les « coins les plus sombres » sont prévenus. Et inutile de faire le 18.

La réforme de l'État expliquée à mon foie

« Qu'est-ce qui oblige à ce que, dans un bureau de poste, il n'y ait que La Poste ? » Bayrou.

Bientôt ma boulangère vendra des timbres et des enveloppes, le tabac-pmu se chargera des collissimo, et moi j'irai acheter ma baguette à La Poste. Tiens, pendant que t'y es, tu valideras mon loto, et tu m'en mettras un petit. Comment ça, à La Poste on sert pas de calva? Ah, ces fonctionnaires, je vous jure, z'ont rien compris à la réforme !

Il n'est pire sourd que

« Je m'engage à ne pas intervenir sur le contenu du journal, ni à m'y exprimer. » Edouard de Rothschild, actionnaire principal de Libé.

Et le journal, quant à lui, s'engage à ne pas s'exprimer sur moi, ni à intervenir sur le contenu de mes comptes en banque. Comme quoi, entre gens du même monde, dès qu'il s'agit de jouer les sourds, on finit toujours par s'entendre.

Servir, dit-il

« Si l'on veut des entreprises fortes et performantes, il faut qu'elles soient servies par les services publics et non pas empêchées de fonctionner par eux. » Ernest-Antoine, dit de Seillière.

Archétype de fin de race habituée à ce qu'on lui amène le courrier au paddock en même temps que son banania et les tartines finement beurrées, Monsieur le Baron pense que les services publics n'ont d'intérêt que lorsqu'ils servent, de manière convenable, l'entreprise.

Des larbins, des loufiats, en somme. Et le service public, à l'agonie, de répondre : plutôt crever. C'est précisément ce qu'il fait.

Dernière minute

« Les primes à la vache allaitant ont toutes été payées cette semaine. » Chirac, vœux en Corrèze.

À celles ou ceux qui doutaient de l'utilité de sa fonction, le président de la République apporte un démenti flagrant : qui d'autre que lui aurait pu ainsi affirmer haut et fort que oui, trois fois oui, elles ont toutes été payées, les primes, cette semaine ? Ce n'est pas du courage, c'est : de la grandeur. Oui.

Frédo Ladrissé

(sources : France Inter, Libération, le Parisien, Politis).

... c'est toute la jungle qui s'enrhume

Auschwitz, la RATP et une postière

LE MEILLEUR LIVRE théorique sur l'extermination des juifs est peut-être *Modernité et Holocauste* (éditions La Fabrique) de Zygmunt Bauman. Il récuse la lecture quasi religieuse pour qui la Shoah a été un événement dû à la perversité allemande, et si uniquement juif, que la seule attitude à son égard doit être une douloureuse commémoration.

Heureusement, son livre rappelle plutôt qu'il ne pouvait se produire que dans et par une société industrielle, où l'activité humaine se voue à l'efficacité sans heurts, au nombre sans qualités, à la technique sans émotion. Vénéneux bourgeois des structures industrielles et de la division scientifique du travail, le massacre nazi possède trois autres caractéristiques.

En premier, la distance autant sociale que visuelle entre artisans et victimes du massacre: les bureaucrates qui cochaient des noms et arrangeaient des horaires de trains ne voyaient pas de sang, non plus que les producteurs de Zyklon B, non plus que les aiguilleurs des convois. À diluer les tâches, on dilue le sentiment de culpabilité, ce que savent bien les créateurs modernes du « champ de bataille électronique »; il est bien plus facile de jouer à un jeu vidéo adulte ou de taper des données sur un clavier que de pousser une baïonnette dans un ventre. Même si la baïonnette tue un homme à la fois alors qu'une bombe « Daisy Cutter » guidée en anéantit deux cents d'un coup.

La participation des victimes a joué son rôle, qu'il s'agisse des autorités juives dans les ghettos ou de l'obéissance même des victimes aux consignes mensongères des nazis.

Enfin, la liquidation des groupes pouvant s'opposer à l'action de l'État empêcha ceux qui réussissaient à réfléchir de réussir à agir.

De tout ceci, Bauman tire un principe nécessaire aux atrocités d'État, le remplacement de la responsabilité morale par la responsabilité technique. Avec des tâches diluées, avec une forte propagande, l'État criminel sait que le désir naturel des humains de se montrer consciencieux leur fera oublier leur conscience, les conséquences de leur action, les poussera à se concentrer sur le comment et non le pourquoi, à réfléchir aux moyens plutôt qu'aux fins.

Quel rapport avec la RATP et une postière? La RATP d'abord. Vous voyez l'affiche pour les Galeries Lafayette, montrant Laetitia Casta en Mère Noël souriant de toutes ses grandes dents à côté d'un renne ébahi? Un jour, avec mon fidèle marqueur j'inscrivis sur le décollé de Mlle Casta: « LA DINDE ». Un employé

de la RATP me vit. Comme d'habitude, mes cheveux blancs me sauvèrent des vigiles: je le félicitai de ce qu'il n'oubliait pas la responsabilité morale (ne pas appeler les vigiles) au profit de la responsabilité technique (préserver un instrument de gain financier pour l'organisation qui l'emploie). Profitant de son ahurissement, je lui suggérai ensuite que le colleur d'affiches, le responsable de ligne, le vendeur d'espaces publicitaires, le directeur financier de la RATP, le ministre des Transports, etc. partageaient à des degrés divers la responsabilité de ne couvrir les murs de d'argent, de vanité et de sexisme et, contrairement aux taggeurs, sans l'excuse de l'adolescence.

Que ces consciencieux adultes saccagent consciencieusement et la vérité et la liberté de perception. Qu'à présent, en face de l'État, aucune institution non lucrative, parti, syndicat, association n'a plus guère de poids. Très inquiétant quand l'État cède son pouvoir, de plus en plus de son pouvoir de plus en plus vite, aux grandes entreprises.

Le louable désir de chacun, colleur d'affiches ou dispatcheur de la RATP, d'être consciencieux, coopératif, utile, moral, est donc de plus en plus vite vendu aux grandes entreprises.

Les derniers services publics étant maintenant des grandes entreprises, ils font de leurs employés des participants au massacre des dernières libertés.

Ce que prouve la postière. Le poste de la rue Auber est délicieuse, grâce à sa plus ancienne postière, impossible à énerver. Son sourire remonte le moral de dizaines de personnes chaque jour. Elle a une collègue très consciencieuse, tirée à quatre épingles, aux bijoux coordonnés à ses tailleurs. Depuis quelque temps, Quatre-Épingles propose systématiquement quelque chose à vendre; enveloppe pré-timbree à ceux qui envoient du courrier, placement à ceux qui déposent trois sous. Car La Poste n'est plus un service public, c'est une entreprise qui doit gagner de l'argent. Consciencieuse, coopérative, Quatre-Épingles gâche donc à présent la poste de la rue Auber en y jouant les marchands de tapis. Souriante a essayé le jeu deux semaines, s'est aperçu que son sourire en devenait faux, que les habitués la considéraient d'un air peiné. Aussi, à présent, sa responsabilité morale ayant surmonté sa responsabilité technique, Souriante a envoyé paître la vente systématique. Mais elle part à la retraite dans quatre mois. Elle, elle peut résister. Résister...

Nestor Potkins



Le voile n'est pas soluble dans l'anarchisme...



Jean-Claude Richard

milite au groupe Henry-Poulaille de la FA.

IL EST QUELQUEFOIS des cheminements de la pensée qui étonnent celui qui cherche à comprendre le monde et surtout à le vivre suivant les valeurs fondatrices de l'anarchisme qui ont toujours été, et restent, l'individu unique, le rejet de toute autorité issue d'un Dieu extérieur, comme le rejet de l'autorité humaine, l'égalité sociale entre les êtres qu'ils soient bien évidemment femmes ou hommes, d'ici ou d'ailleurs, mais aussi blancs, noirs ou jaunes, petits ou grands, etc., et enfin l'égalité économique totale.

Cela dit et écrit, il est bien évident qu'il n'est pas toujours facile de tenir en harmonie des principes aussi rigoureux et la réalité du monde tel qu'il est autour de nous avec (pour faire court) ses inégalités, son capitalisme planétaire et ses religions multiples et omniprésentes.

Ainsi, la plus grande partie de la planète, exploitée par le capitalisme mondialisé à son profit mais aussi à celui, plus modeste, des habitants des zones dites « développées » fait-elle partie de l'espace que nous devons soutenir par nos actions militantes ici et maintenant. De même pour les exclus de notre espace social.

Mais soyons clair, devons-nous soutenir ces luttes « les yeux fermés » ou bien devons-nous le faire en affirmant et respectant nos valeurs sociétales et philosophiques afin de simplement donner à penser autrement à celles et ceux qui sont écrasés par le poids de l'injustice et de l'extrême misère.

La réponse a toujours été claire pour le mouvement anarchiste par le passé, et elle le

reste encore aujourd'hui : notre soutien ne fera jamais silence de nos valeurs.

Du voile comme vecteur du colonialisme

Les colonialismes ont toujours respecté les us et coutumes des « colonisés » lorsque ces us et coutumes leur permettaient d'asseoir leur domination par le maintien d'inégalités internes à l'espace colonisé.

Ces inégalités donnaient au « colonisé » le sentiment d'une « certaine » liberté en ayant sous son joug plus « colonisé » que lui.

L'exemple de l'Algérie est lourd de sens... Si l'homme maghrébin était soumis et exploité, le maintien de son statut dominant sur le monde féminin en termes de pouvoir, de droits, de sexualité, n'a jamais été remis en cause par la République. Un Français installé en Algérie était soumis au Code civil alors que l'Algérien de souche « bénéficiait » d'aménagements qui lui permettaient l'achat d'un être humain, la femme, ce qui reste l'acte esclavagiste par excellence, comme la polygamie et la répudiation, et tout cela en application du droit coranique.¹

Les affaires de voile que nous rencontrons aujourd'hui ne sont que le prolongement de cette écœurante histoire coloniale.

En mai 1989, lors d'une colloque², C. Belkhdja, relevait que « couramment des militants des droits de l'homme, ou de prétendants tels, se retranchent derrière les spécificités culturelles maghrébines et

musulmanes pour refuser de traiter le problème des droits des femmes ».

Quinze ans après, ces « militants » sont omniprésents pour nous expliquer que le voile – le signe le plus évident de la soumission de la femme à l'homme et aussi au pouvoir temporel et financier d'individus se faisant passer pour les intermédiaires entre Dieu et ce monde – ne serait « qu'une réalité sociologique : une revendication de femmes issues des migrations », « un symbole » et même, comble de l'hypocrisie, « l'expression vestimentaire d'un nouveau féminisme ».

Alors que viennent jusqu'à nous les cris des femmes battues, violées, méprisées, vendues, excisées, vitriolées, répudiées, etc.

Alors que dans nos villes, dans nos quartiers, des jeunes filles se lèvent pour décrire comment elles subissent dans leur chair la violence d'une morale religieuse rétrograde...

Alors que Fadela Amara nous dit que « de nombreuses jeunes filles portent le voile sous la pression de la famille, des religieux ou de la cité, que d'autres le portent comme une armure censée les protéger de l'agressivité masculine, et qu'elle se bat contre ce foulard synonyme d'oppression et d'enfermement ».

Alors que Chahdortt Djavann nous dit : « J'ai porté dix ans le voile. C'était le voile ou la mort. Je sais de quoi je parle... »

Alors que Loubna Maliane nous rappelle que dans les cités les jeunes filles se sentent prisonnières « d'un machisme qui les

contraint à raser les murs », que dans les quartiers elles subissent « agressions verbales et port du foulard alors que leurs mères ne le portaient plus ».

Alors qu'hier encore, dans une réunion publique à Stains, dans la région parisienne, au milieu de l'immense cité du Clos-Saint-Lazare où « les barbus » sont si pesants, deux jeunes femmes d'une vingtaine d'années livraient leurs difficultés à dialoguer avec les garçons, leurs craintes de voir les filles se faire de plus en plus discrètes, se replier entre elles, s'habiller en garçon ou bien porter le voile pour ne pas susciter la convoitise. Elles disaient la peur de perdre « sa réputation » face à des garçons manipulés par les religieux, les films pornos et l'image de la femme objet sexuel, etc.

Des imbéciles, islamo-gauchistes, acceptent toutes ces ordures au nom d'un pseudo combat anti-impérialiste en compagnie d'apprentis dictateurs carburant aux pétrodollars saoudiens.

Une logique ethno-différencialiste

L'ethno-différencialisme, totalement opposé à l'universalisme, prône le développement séparé des peuples et des cultures. Il s'agit de systématiser le « droit à la différence », en mettant en avant la pseudo existence de différences fondamentales entre les humains en fonction de leurs histoires, de leurs traditions, de leurs modes de vie et, bien sûr, de leurs religions. Il s'agit surtout de défendre un modèle social dans lequel chaque communauté ethnique (ou religieuse) peut s'organiser de manière autonome autour de ses propres normes éthiques et juridiques.³

Il conviendrait donc de refuser les schémas archaïques de domination lorsqu'il s'agit des femmes européennes, et cela en terme de liberté sexuelle, de liberté amoureuse, d'égalité entre les femmes et les hommes, mais, suivant les nouveaux militants islamo-gauchistes, de les accepter pour les Africaines et pour les femmes et les hommes issus de l'immigration musulmane au nom d'un relativisme culturel.

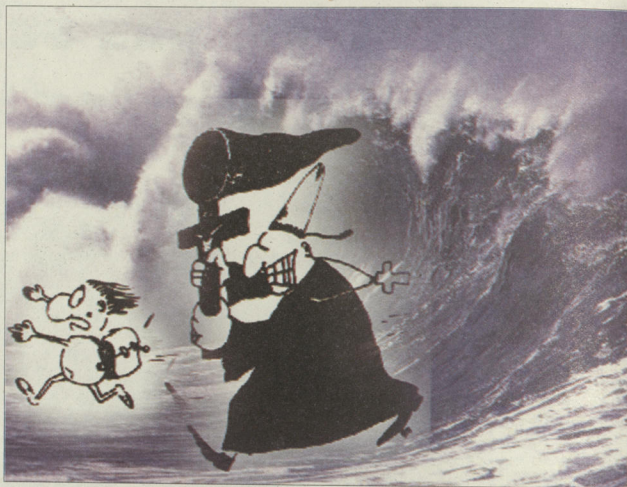
Il y a dans cette façon de construire le monde un évident comportement à caractère colonialiste et plus particulièrement raciste que tous les anarchistes se doivent de radicalement condamner.

Notre voix et notre place est aujourd'hui avec les organisations qui tout en luttant contre le capitalisme et l'impérialisme agissent pour l'égalité entre les hommes et les femmes, contre les monothéismes et surtout pour une approche universaliste de la morale. **J.-C. R.**

1. La Constitution de 1946 permettait à des colonisés, considérés désormais comme des citoyens français, de conserver leur « statut personnel » d'origine coutumière ou confessionnelle.

2. « Droits de l'homme, droits des peuples du Maghreb ».

3. Voir l'excellent site de REFLEX sur ce sujet.



Les rapaces et le tsunami

APRÈS LE TSUNAMI qui a dévasté le sud de l'Asie et causé la mort de 160 000 personnes, l'heure est à la prière, à la repentance et à l'adoration des dieux.

La catastrophe résulte-t-elle d'un phénomène de tectonique bien connu ? Pas du tout, répondent des responsables musulmans du Sri Lanka : Allah a voulu châtier les humains pour leur impiété.

Les obscurantistes exhibent fièrement une « preuve » consistant dans la forme des vagues qui, avec beaucoup d'imagination, dessinerait le mot Allah. Il est assez paradoxal que des mystiques aient recours à l'argument de la preuve pour justifier des croyances irrationnelles.

Une autre secte a compris l'intérêt que la situation peut présenter pour sa propre promotion.

L'Église de scientologie a dépêché quelques-uns de ses membres en Indonésie pour propager sa doctrine. La méthode est simple : sous couvert d'aide aux victimes, les adeptes pratiquent uniquement des massages sans aucun travail réellement médical.

Abusés par cette assistance mensongère, les gens sont ensuite formés pour, à leur tour, œuvrer eux-mêmes au développement local de la Scientologie. L'objectif est donc ouvertement du prosélytisme. Quant au pape, il

n'est pas en reste puisqu'il prône la passivité de la prière pour aider les victimes. Jean-Paul II a prié très fort pour les morts comme pour les vivants et, parallèlement à l'aide internationale, « l'aide de Dieu » lui semble un secours évident.

Mais en implorant : « Seigneur, sauve ton peuple », le despote romain ignore délibérément que toutes les victimes n'étaient pas nécessairement « son » peuple, les athées, agnostiques, polythéistes et autres monothéistes n'étant pas assujettis à l'idole des chrétiens.

Le pape oublie aussi les grandes pages de l'Ancien Testament où ce même dieu est l'auteur d'innombrables destructions et cataclysmes qui entraînent à chaque fois la mort et la désolation.

Le Déluge, qui est la principale de ces catastrophes, n'est pas un accident malheureux et injuste mais l'expression rageuse de la volonté divine d'exterminer « son » peuple. La religion, loin d'apporter paix et bonheur, se nourrit des malheurs de l'humanité et les catastrophes naturelles et l'injustice sont, dans la Bible comme dans le Coran, les signes les plus fréquents de la puissance divine.

Nicolas

L'Affaire Battisti

Peut-on les laisser faire ?

Jacques Vallet

i L'IL ME FAUT REVENIR SUR CESARE BATTISTI. Depuis l'article du *Monde libertaire*¹, des données ont changé, certaines demeurent. Il est important, pour nous, de résumer ce qui a évolué dans cette « affaire », ce qui est resté constant. Je dis bien « affaire », l'on a tellement brouillé la pelote qu'il faut à nouveau reprendre, préciser, démêler, rattacher les fils, pour combattre les amalgames, la désinformation, la lâcheté ambiante. Pour tenter de retrouver la vérité. Pour récupérer quelqu'un de fraternel qui est tombé dans la nasse: Cesare Battisti.

De tels combats, en France, l'opinion publique en a déjà connu contre sa propre justice, contre l'armée, contre le pouvoir politique, contre le pouvoir religieux. Par dignité, pour échapper à la honte. Ils ont été menés par ceux qui n'acceptent pas l'inacceptable.

En ce qui concerne l'affaire Battisti, plusieurs facteurs ont joué favorablement: le milieu du polar s'est mobilisé, cette mobilisation s'est propagée un peu partout en France, et elle a été relayée par une voix ferme et déterminée, celle de l'archéologue et écrivain Fred Vargas.² Heureusement. Sinon, Cesare Battisti aurait été réexpédié à Berlusconi, sans que personne ne s'émeuve, dans l'anonymat, comme Paolo Persichetti, enseignant à Paris VIII, quelques mois auparavant (le 25 août 2002), et d'autres d'une longue liste auraient suivi.

En effet, les réfugiés italiens des années de plomb que François Mitterrand avait protégés en notre nom, et qui ont refait leur vie en France, se sont vus, près de vingt ans après, brutalement menacés par un curieux marchandage politico-mafieux entre les gouvernements italien et français. Entre l'italien Berlusconi et ses sbires, et ceux qui nous cornaquent les Chirac, Raffarin, Perben et C^o.

Ainsi, la livraison de Cesare Battisti qui aurait dû se faire en catimini n'a pas eu lieu. Elle est devenue une affaire d'État. Cesare Battisti, condamné à perpétuité en son absence,

en février 1991, ne devait pas bénéficier d'un nouveau procès en Italie, et, en mai 1991, la cour d'appel de Paris a jugé qu'il n'y avait pas lieu d'accueillir favorablement la demande d'extradition faite par le gouvernement italien.

La France a repris sa parole, et sa justice s'est couchée devant le politique. On a déjà connu ça.

Aujourd'hui, la justice s'est donc assise sur sa loi, a brisé l'autorité de la chose jugée (nul ne peut être jugé pour les mêmes faits, quels que soient ces faits), a renié le droit français sur la contumace et bafoué les droits de l'homme (« Toute personne a droit à ce que sa cause soit entendue équitablement, publiquement et dans un délai raisonnable »).

Sans revenir entièrement sur l'historique de l'affaire, précisons ce qui s'est passé depuis cet été. Les manipulations sont telles que rien ne semble plus rien signifier. La grande machine de la désinformation est en marche. Il faut s'y opposer. « Le caractère véritable de la guerre de ce siècle m'apparaît: guerre dans le cerveau, guerre contre le cerveau », disait Armand Robin qui préconisait le métier de « désenvoûteur ». Il faut désenvoûter.

Donc, le 30 juin dernier, la chambre d'instruction de la cour d'appel de Paris revient sur son jugement et rend, cette fois, un avis favorable à l'extradition de Cesare Battisti. Une prise de position évidemment politique, avec à la base un gros mensonge: « Battisti était au courant de son procès et s'est volontairement abstenu de comparaître. » Les Italiens l'affirment. C'est faux, et Cesare Battisti le nie, il était au Mexique, il ne savait pas qu'il y avait un nouveau procès (il avait été condamné avant sa cavale en 1981 à treize ans de prison). La justice a décidé de faire plaisir à l'Italie, de faire plaisir à Berlusconi (pour quel marchandage? pour quels échanges économiques? pour la signature de quels contrats? pour obtenir quel soutien politique?). Les avocats de Cesare Battisti se pouvoient en cassation. L'enjeu semble tel que, le 2 juillet, lors d'un sommet



Siné, Le fou parle, n° 15.

franco-italien, Jacques Chirac s'empresse de déclarer à Berlusconi qu'il est favorable à son extradition. Sans attendre la décision de la Cour de cassation. Le 13 octobre, celle-ci rejette le pourvoi en cassation, ce qui donne un caractère presque définitif à l'avis favorable de le livrer à la prison à vie.

Entre-temps, Cesare Battisti s'est cassé. Heureusement. Le samedi 21 août, il ne s'est pas présenté à son contrôle judiciaire. Au grand soulagement de ses amis. Tant les dés dans ce jeu cynique et mensonger nous paraissent pipés. J'y reviendrai. Cesare Battisti le sait, il l'explique dans une lettre datée du 19 août que publie le *Monde*. « Le choc est énorme, je ne pouvais pas croire que la justice française se plierait au pouvoir politique, revenant sur la chose jugée en 1991, je ne pouvais pas croire qu'elle accepterait la contumace italienne qui ne me donne plus aucune possibilité de défense. Enfermé à vie, trente ans après les faits, ce seraient la famille, les enfants, d'autres vies qui paieraient. Je ne veux pas courir ce risque, ne plus revoir mes enfants, le pays où ils sont nés, l'idée m'est insupportable. La déclaration de Jacques Chirac, deux jours après la décision de la cour d'appel, a achevé de m'ôter tout espoir. »

Le 30 août, un mandat d'arrêt est lancé contre lui.

Et le gouvernement continue à s'enfoncer dans la mauvaise foi et l'abjection. (Pierre Marcelle a cette heureuse formule dans *Libé*: « Une faute en forme de saloperie. ») Pour Villepin: « Cesare Battisti a trahi la confiance de la justice française. » Comme si ce n'était pas l'inverse! Perben juge « affligeants » et « irresponsables » les commentaires « de ceux qui prennent la défense de Cesare Battisti et approuvent sa fuite », il ose même: « En contestant les fondements du droit français, c'est la démocratie que l'on fragilise. » Comme s'il n'était pas « affligeant », « irresponsable », d'avoir mijoté cette *saloperie* avec le ministre italien fascinant, Roberto Castelli (Ligue du Nord, parti qui a créé sur Internet un site intitulé « Anti-Franzia »), et s'être essuyé les pieds sur le « droit français ».

Enfin, le 22 octobre, Raffarin signe promptement le décret d'extradition, « d'une main ferme ». Raffarin! Je n'en dirai pas plus, tant mon dégoût est grand pour la petitesse de ce courbeur d'échine, méprisable et lâche!

On se cogne à un mur navrant, déshonorant. Cependant, les combats pour la vérité sont faits pour détruire les murs. Et dans ces murs, parfois, il y a des trouées qui laissent passer, par instants, un peu d'espoir. Je pense au poète Théophile de Viau, enfermé dans un cul-de-basse-fosse qui, « dans cette nuit sans fin », en attendant son procès qui devait le conduire au bûcher, guettait chaque jour pour écrire sa défense quelques rayons de soleil lui arrivant vers midi, « par les sinosités d'une étroite et très lointaine ouverture ».

Le 10 novembre, un arrêt de la Cour européenne des droits de l'homme (CEDH) vient

épauler la défense de Cesare Battisti. Cet arrêt condamne la procédure de contumace italienne, à propos du cas d'Ismet Sejdicovic, originaire de l'ex-Yougoslavie, soupçonné d'un meurtre en Italie et jugé en son absence en 1996. Il ne pourra pas être extradé d'Allemagne.

Formidable désaveu pour Perben: il affirmait, à propos de Battisti, qu'une réforme de la contumace en Italie, faite en 1989 (et en 1999), réforme en réalité très mineure, avait le feu vert de la Cour européenne des droits de l'homme... Décidément, ces gens ne sont pas à un mensonge près.

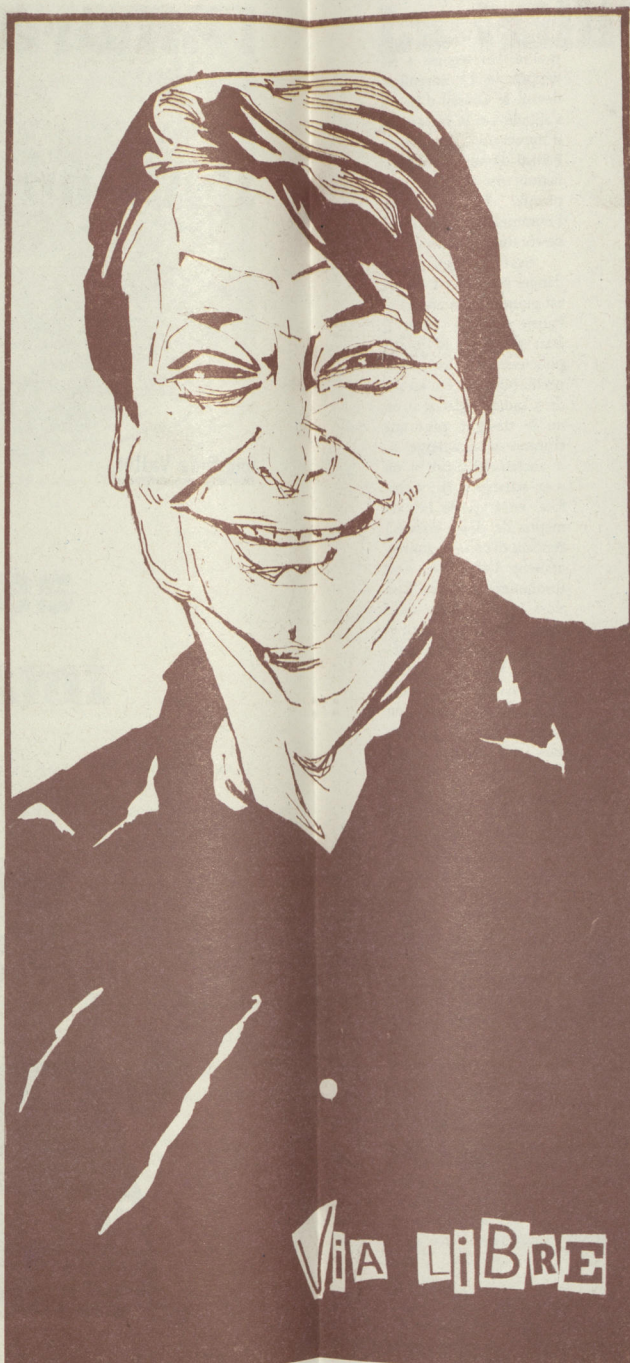
Avant de se « soustraire à son contrôle judiciaire », Cesare Battisti avait lui-même demandé, dans le *Journal du dimanche*, à ce qu'on joue cartes sur table. Il a été accusé par le témoignage de repentis et de dissociés – notamment par Pietro Mutti, fondateur des PAC (Prolétaires armés pour le communisme), dont Cesare Battisti a été membre (il en était même un des plus jeunes membres), mais jamais le chef, l'organisateur, comme on cherche à le faire croire.³ Condamné sans preuves et sans qu'il puisse se défendre (« Mes deux avocats avaient été arrêtés. »), il se disait prêt à rentrer en Italie, s'il pouvait bénéficier d'un procès « équitable ». Sur France 3: « Je demande à l'Italie de me refaire un procès, mais alors avec des observateurs internationaux. Parce que moi, je me méfie de la justice italienne. »

Jusqu'ici, je pensais naïvement que l'affaire Battisti était surtout une affaire française, nous concernant vis-à-vis de « notre » justice. Un homme auquel on était sur le point d'accorder la nationalité française (la demande de naturalisation a même été acceptée juste avant son arrestation) – et, subitement, hop! pour d'obscures raisons politiciennes, on décidait de l'expédier dans une prison à vie, sans qu'il puisse se défendre. Aujourd'hui, il me fait évoquer le contexte italien. À cause d'ignobles campagnes médiatiques qui ont fait passer Cesare Battisti pour un monstre sanguinaire et qui ont ensuite déteint dans nos médias, dans nos cerveaux. Et à cause de ces tombereaux d'injures que certains esprits transalpins déversent sur ceux qui prennent sa défense.

Ce travail de réexamen minutieux, Fred Vargas l'a déjà fait dans le livre que nous mentionnons, et dans un article du *Monde* daté du 14 novembre 2004 et intitulé: « Et si Battisti était vraiment innocent? »

Cesare Battisti, innocent. Arrêtons-nous un instant là-dessus. Ses amis, ses proches ne doutent pas de son innocence. Comment ne pas croire Cesare Battisti quand, dans le *Journal du dimanche*, celui-ci déclare: « Je n'ai jamais tué et je peux le dire, les yeux dans les yeux, aux parents des victimes, aux magistrats? »

Cependant, jusqu'ici, je le répète encore, ce n'était pas l'enjeu de notre combat contre son extradition, nous ne voulions pas entrer dans le jeu d'un discours sur l'innocence, il était seulement inadmissible que la France



reniait ses engagements. De plus, chacun savait que Cesare Battisti, respectant une solidarité avec les autres réfugiés, avait opté pour une défense « politique » et collective de tous, sans distinction des actes commis.

Il affirmait donc son innocence (« pas de sang sur les mains », selon son expression) mais ne voulait la revendiquer de peur, « en le disant, de passer pour une balance ».

L'ampleur de la désinformation, qui a retourné une partie de l'opinion publique, la vindicte italienne, les crapuleries judiciaires, qui l'ont obligé humainement de se mettre momentanément à l'abri, réclament aujourd'hui une autre démarche, plus « individuelle ». Cesare Battisti a changé d'avocats et de système de défense. Forcément privée, puisque il s'agit de la vie d'un individu, de sa famille, de sa femme, de ses filles; un individu qui se sait innocent; un individu que l'on désigne assassin, sur des paroles douteuses, sans qu'il n'y ait jamais eu la moindre preuve matérielle. Un individu à qui l'on ne donnerait même pas la possibilité de s'expliquer devant la justice? Ça va pas la tête? Même un Barbie, même un Papon, même un Milosevic, même un Saddam Hussein ont droit à un procès public! Pas Battisti? C'est là que ce combat individuel est plus que jamais le nôtre, et concerne tous les autres réfugiés italiens.

Revenons aux Italiens, à leurs accusations, à leur acharnement contre Battisti. D'abord, les années de plomb en Italie, les lois spéciales, la répression, les brutalités, les tortures, etc. Ces choses sont connues, manifestes. Rappelons seulement que pendant dix ans les rapports d'Amnesty international condamnent les autorités italiennes. Rappelons également, à propos du système judiciaire italien en question, cette déclaration de Francesco Cossiga, en 1995, ministre de l'Intérieur à l'époque de la répression, devenu ensuite président de la République (eh oui, c'est possible aussi en Italie!): « Chaque soir, je fais un acte de contrition de cette manière de rendre la justice. J'étais alors en guerre (contre les groupes pratiquant la lutte armée, comme les Brigades rouges) mais c'est là un cancer qui tue le système judiciaire... La justice italienne est entièrement faite de rumeurs, bavardages, délations. Bouffonneries, aussi, que celles qui utilisent les parquets qui se servent des repentis... Je pense présenter une proposition de loi pour changer les choses: je prends les règles de l'Inquisition de Torquemada et les traduit en italien d'aujourd'hui. Il y a là plus de garanties que dans notre code de justice pénale. » Puisque c'est lui qui le dit! Cette citation, Fred Vargas la donne dans sa réponse, sur Internet, au procureur Armando Spataro qui l'attaque à nouveau dans le *Monde* (je vais y revenir).

Rappelons encore qui sont les quatre victimes attribuées à Cesare Battisti: Santoro (gardien de prison accusé de tortures sur des prisonniers); Torregiani (bijoutier appelé le « shérif » dans son quartier, meurtrier,

extrême droite); Sabbadin (boucher meurtrier, fasciste membre du MSI); Campagna (policier, tortures sur inculpé).

Le principal accusateur, nous l'avons vu: Pietro Mutti. Voilà ce qu'en dit Fred Vargas: Mutti est arrêté en 1982, alors que Cesare Battisti est déjà en exil au Mexique. Inculpé de meurtre, il se constitue « repentis »: il aurait exécuté Santoro et Sabbadin et il marchande sa peine en échange d'accusations. « Plus il accuse et plus il tend vers l'obtention de sa liberté. C'est Mutti qui chargea Battisti de tous les crimes qui lui sont actuellement reprochés, lui faisant peu à peu endosser les cinquante braquages et les quatre homicides du groupe. »

Mutti regagne ensuite sa liberté et disparaît dans la nature. Tous ceux, repentis et dissociés, qui chargèrent Cesare Battisti à son procès (1982-1990) obtinrent allègements de peine ou liberté. Certains avec plusieurs crimes connus. Seul Battisti, en fuite, désigné comme bouc émissaire des PAC, eut la perpétuité.

Pourquoi Mutti charge-t-il Battisti?

Plusieurs arguments ont été avancés: Cesare Battisti était jeune et réfugié à l'étranger; c'était une pratique courante au sein de certains groupes de l'époque, en cas d'arrestation de se défaire sur un camarade en sécurité.

Mutti, lorsqu'il accusa Battisti au procès, avait entre-temps rejoint l'une des plus importantes formations armées, Prima Linea.

En octobre 1981, Mutti a aidé Cesare Battisti à s'évader de sa prison italienne. Et c'est à ce moment qu'il y a un clash entre les deux hommes. Mutti veut reconstituer le groupe dissous des PAC avec l'appui de Battisti, et celui-ci, écrit Fred Vargas, « a pris conscience depuis longtemps que la lutte armée devait finir et qu'elle était un piège, une impasse. Il refusa catégoriquement, et une dispute violente les opposa avant leur séparation... Le départ de Battisti apparaît-il à Mutti comme un abandon, une trahison? »

Elle ajoute: « Le repentis Mutti, décrit comme un jeune homme perturbé, dévasté par les drogues, bégayant ses accusations, accusa des dizaines de personnes. Il fut l'un des sujets les plus zélés du juge Armando Spataro, réputé pour avoir le plus exploité les possibilités des repentis. »

Revoilà Armando Spataro! Il est le plus implacable chien lâché après Cesare Battisti. Sa récente tribune dans le *Monde*, en réponse à Fred Vargas, sur un ton doucereux, reflète le mépris, la mauvaise foi, la perfidie. Il redonne du « crédit » à Mutti qu'il a instrumenté. Pourtant le portrait tracé par Fred Vargas ne fait que reprendre la description d'un des avocats de l'époque: Mutti s'emmêle tellement les pinceaux qu'il en va même jusqu'à accuser Yasser Arafat, « En réalité, Mutti fut, avec Barbone, une des créations les plus fameuses du juge Spataro, une marionnette qu'il utilisa partout. » Spataro nie que Battisti, arrêté en juin 1979, ait déjà pris de la distance avec la

lutte armée. Fred Vargas pourtant confirme: « Absolument vrai. Battisti a compris que la lutte armée devait finir, juste après l'assassinat d'Aldo Moro. C'est sur ce thème que lui et Mutti s'affrontèrent violemment lorsque Battisti s'évada. »

Cela est capital. Le cadavre d'Aldo Moro a été retrouvé à Rome le 9 mai 1978. Dès cet instant, Cesare Battisti l'a répété à plusieurs reprises à Fred Vargas, et il me l'a confié lors d'une discussion (juin 2004) sur les enjeux politiques de cette période, il avait compris que la voie armée était sans issue et, tout en restant un militant, il s'était éloigné du groupe. Il avait exprimé (et il n'était pas le seul) son désaccord avec certains camarades.

Tous les crimes attribués à Battisti sont postérieurs à la mort d'Aldo Moro: Santoro, 6 juin 1978; Sabbadin, 16 février 1979 à Venise; Torregiani, le même jour, le 16 février 1978 mais à Milan (!); Campagna, le 19 avril 1979. Je n'insisterai pas sur l'in vraisemblance maintes fois démontrée que Battisti ait pu commettre à la fois tous les délits attribués aux PAC. (Curieux, quand même, que lorsque la justice italienne le tient en prison, instruit son affaire, organise un procès et le condamne à treize ans de prison, il ne soit pas question un seul instant des crimes qu'on lui mettra ensuite sur le dos!)

Qui croire? La parole de Cesare Battisti qui affirme que le meurtrier qu'on a fait de lui « il ne le connaît pas »? Qui dit s'être, de nouveau, opposé « violemment » à Mutti lorsque celui-ci l'a sorti de prison? (Beaucoup de ses camarades souhaitaient qu'à sa sortie Cesare Battisti les aide à convaincre Mutti d'arrêter la lutte armée et de dissoudre définitivement les PAC.) Ou celle d'un procureur qui ment comme il respire, qui a exploité à fond le système des « repentis », a fait appliquer toutes les lois d'exception?

Armando Spataro faisait partie des juges liés au Parti communiste italien qui, pendant les années de plomb, ont mené la répression aux côtés du gouvernement Démocratie chrétienne. Le PCI en voulait particulièrement aux « gauchistes » qui faisaient capoter leur rêve de pouvoir. Pas étonnant que la majorité actuelle de la gauche italienne, ex-PCI, crache ainsi sur ceux qui défendent Cesare Battisti. Non seulement, ils sont partie prenante des

Kerleroux, « Juge poursuivi par un remors », Le fou parle, n° 15.



lois d'exception, mais certains sont mouillés jusqu'au cou dans la répression... Comment pourrait-il supporter que de nouveaux procès des réfugiés fassent tomber leur beau masque actuel de démocrate et exhibent bien des turpitudes qu'ils voudraient oublier? Spataro est le premier à affirmer qu'aucun nouveau procès ne se tiendra en cas d'extradition de ces exilés. À propos de Cesare Battisti, Spataro (c'est un teigneux) n'y va pas avec le dos de la cuiller: « Battisti, en fait, fut l'un des assassins les plus cruels et déterminés que le terrorisme italien ait jamais connus. » Avec un air de nous prendre pour des cons. Il s'est senti, dit Fred Vargas sur Internet, « obligé de contre-attaquer. Et pourtant, je n'ai même pas dit dans mon article l'essentiel sur Armando Spataro: c'est sous sa juridiction que furent pratiquées des tortures épouvantables sur les prisonniers et, au cours des interrogatoires, par dizaines et dizaines. Spataro était parfaitement informé de ces pratiques courantes ».

Ces gens nous ont trop habitués à la « fausse parole », je préfère croire à la parole de Cesare Battisti, mon ami.

Voilà pour aujourd'hui.

Je souhaite que le gouvernement français qui s'est pris les pieds dans le tapis en réveillant des vieux démons qui datent d'un

quart de siècle se redresse avant de se couvrir d'opprobre. Un recours a été déposé, le 22 novembre, devant le Conseil d'État. Il s'appuie sur la déclaration d'innocence de Cesare Battisti. Et sur la condamnation, par la Cour européenne des droits de l'homme, de la procédure de contumace italienne.

Restons vigilant. Le danger pour Cesare Battisti est grand. Il faut encore se battre pour le sauver. Il était un auteur de romans policiers, reconnu et respecté. (Quand ce n'est pas de « sadique glacial », on ne le désigne plus que comme « concierge », « ancien terroriste » ou « ex-activiste ». Il y a parfois, vis-à-vis de lui, un mépris de classe évident.) Pendant dix ans, le gouvernement italien ne s'est absolument pas manifesté alors qu'il savait qu'il s'était installé en France et y menait une carrière littéraire. Il a suffi du cynisme, de la bassesse de quelques politicards et la soumission de la justice pour que l'on renie nos valeurs, notre éthique, notre indépendance. Et que Cesare Battisti devienne un homme aux abois, un fugitif privé de ses enfants. Le décret d'extradition signé par le clan Chirac pourrait, de fait, condamner à la prison à vie un innocent. Et, après que la République a respecté sa parole durant vingt ans, s'en prendre ensuite à d'autres réfugiés italiens qui, déclare leur Comité de défense, verraient aujourd'hui, comme Battisti, leurs droits « légitimement acquis » méprisés, leur famille « formée par et dans l'asile » détruite, leurs enfants « plongés sans le désarroi, interdits d'avenir. »

Peut-on les laisser faire?

J. V.

1. « À propos de Cesare Battisti », *Le Monde libertaire*, jeudi 27 mai 2004.

2. La vérité sur Cesare Battisti, textes et documents rassemblés par Fred Vargas, éditions Viviane Hamy.

3. Issu d'une famille ouvrière communiste, Cesare Battisti a rejoint les PAC en 1976. Il avait 22 ans. « C'était une organisation horizontale, expliquera-t-il au *Journal du dimanche*, d'inspiration anarcho-syndicaliste... Tout le monde pouvait s'approprier le sigle, et chaque cellule décidait de ses propres actions. » Il n'y avait pas à proprement parler de direction.

La faillite du capitalisme d'État

La question des événements survenus à l'Est en 1989 n'a pas fini de surprendre et de poser le problème de l'explication de ses causes profondes, apparemment mystérieuses, comme de ses résultats objectifs. Nicolas Trifon (*Le Monde libertaire*, n° 26, p. 10) en citant à ce sujet la thèse de G. M. Tamas, *Un capitalisme pur et simple* va à une bonne source.

Roland Breton

CAR, POUR BIEN COMPRENDRE le sens du tournant de 1989, il vaut mieux avoir vécu dans les deux régimes et participé à la vie des populations qui en ont fait les frais à longueur de génération. Alors que les observateurs extérieurs, même s'ils passaient par là, ne pouvaient, à travers les discours de Gorbatchev, que rester dans la superficialité des événements journalistiques, ou, en faisant des conjectures sur les menées du Vatican ou de la CIA, n'aborder que des hypothèses ténébreuses qui ont rarement expliqué l'histoire.

Ce qui nous importe vraiment est de savoir et de dire à qui, alors, profitait le régime de l'Est, et, maintenant, qui a pris la suite. C'est-à-dire comment les populations étaient exploitées et continuent à l'être. Cela chacun sur place le savait dans la vie au jour le jour, alors que les journalistes et touristes ne pouvaient guère l'imaginer. Certes, les libertaires n'ont pas cru que l'Est ait jamais réalisé le « socialisme », pas plus que le « communisme », car ils avaient depuis longtemps, avec Victor Serge et pas mal d'autres, analysé et dénoncé l'État policier qui, dès 1917, avait installé le totalitarisme politique du parti unique et de la pensée unique et inventé le régime concentrationnaire de masse.

Le capitalisme d'État et la « nouvelle classe »

Mais autre chose est de voir comment jusqu'à Tian An Men et à la destruction du Mur, pendant 72 ans en Russie, 44 ans en Europe de l'Est et 40 ans en Chine, les populations ont subi, sous la répression politique, une exploitation économique autre que celle du capitalisme privé que nous connaissons. Pour qualifier ce régime, il faut dire fermement que le mot « socialisme », même entre guillemets, n'a jamais convenu et que la seule formule exacte est celle de « capitalisme d'État ». Car la propriété privée des moyens de production étant bien réellement supprimée, elle était légalement et effectivement remplacée par la propriété publique: en général de l'État ou, des collectivités locales, pour la plupart des terres. Et c'est précisément à partir de là que l'escroquerie morale du « communisme », prétextant que la suppression de la propriété privée signifiait automatiquement l'abolition

des classes sociales, était, dès le départ, à dénoncer.

Car chacun savait que ce transfert de propriété lié à l'installation de l'économie planifiée faisait des dirigeants et gérants des entreprises publiques les premiers bénéficiaires de leur gestion. La classe des privilégiés installée dans tous les corps politiques, économiques ou autres de l'État – les bureaucrates et apparatchiks des différents appareils du parti et des organisations de masse – avait remplacé celle des capitalistes, bourgeois ou aristocrates. C'est elle que le Monténégrin Milovan Djilas avait nommé la « nouvelle classe dirigeante ». Avec aussi, partout, des différences de recrutement et de stabilité de fonction, comme d'usage, et de transmission du pouvoir, des privilèges et des bénéfices matériels aux descendants. Et toute une hiérarchie de sous-couches sociales différenciées, attachées respectueusement à leur place.

Les privilèges sans la propriété privée

Mais chaque citoyen de base savait très bien qui avait l'usage de voitures et de datchas (payées et entretenues par l'État); et surtout connaissait l'existence des magasins particuliers dissimulés dans des immeubles d'où certains fonctionnaires descendaient les bras chargés de paquets contenant les marchandises importées absentes de toute vitrine offerte à l'œil du premier venu. Classe privilégiée qui seule aussi pouvait voyager à l'étranger, mais pas en famille afin de rester sous la coupe du pouvoir. Classe dont la couche supérieure formait la Nomenklatura, appelée ainsi car la nomenclature de ses membres restait secrète et n'était listée, avec les titres, fonctions et coordonnées, de domicile ou autres, de ses membres, dans aucun annuaire. Nomenklatura qui, dans les grandes avenues de Moscou, disposait d'une voie de circulation spéciale. Et dont les membres, titulaires à vie, avaient constitué dans la couche supérieure de l'État cette élite de vieillards mourant au pouvoir et dont le choix de Gorbatchev devait manifester le rajeunissement.

Ce capitalisme d'État, avec sa nouvelle classe, jouissait d'une prééminence incontestable assez visible dans tous les domaines et

Le camarade Kalachnikov et son outil.



bien connue de la population ; ce qui ne la mettait certes pas à l'abri des surveillances et pressions policières s'exerçant sur l'ensemble de la population et qui la frappèrent par ces purges, éliminations, procès, exécutions et déportations spectaculaires. Mais ce climat de terreur explique en partie l'inertie fondamentale du capitalisme d'État dont les titulaires, satisfaits de leurs privilèges honorifiques et matériels durables et anxieux de les conserver, évitaient au maximum tout changement dans la gestion de leurs fonctions, de peur de conséquences imprévisibles. L'irresponsabilité était la conduite générale dans un régime autoritaire hypercentralisé où toute initiative ne pouvait que descendre des couches supérieures. Ce qui se traduisait dans toutes les activités, de production et de distribution, comme de création intellectuelle et de recherche scientifique par une inertie permanente et la peur de toute innovation non prévue dans les textes officiels et les directives supérieures.

L'improductivité du système a entraîné sa faillite

Ce qui fait que, dans tous les domaines, la modernisation était plus attendue de la copie des innovations émanant du monde capitaliste que de créations issues de l'intérieur. Même et surtout dans les trois domaines réputés prioritaires – armement, nucléaire et aérospatial – qui bénéficiaient de toutes les priorités budgétaires, ainsi que de celles des recherches par réseaux d'espionnage, fixées officiellement chaque année. Avec d'exceptionnels accomplissements originaux, tels le char Staline ou l'outil créé par Kalachnikov. Alors que pour les automobiles était admise la nécessité d'importer des usines comme des modèles de chez Fiat.

Car ce qui marquait la vie des populations de l'Est et frappait même les touristes de passage c'était, hors des magasins pour étrangers où l'on achetait en devises, le retard du capitalisme d'État dans sa fourniture de biens de consommation courante. Vivre à l'Est c'était être habitué à la pénurie et à l'irrégularité des approvisionnements, même des produits de base : magasins à rayons vides, habitude de faire la queue et d'acheter tout ce qu'on trouve, même si on n'en a pas besoin immédiatement, de peur de ne plus le trouver plus tard. La société de consommation de l'Est entraînait d'autres comportements, mais tout aussi irrationnels qu'à l'Ouest. Sans parler des circuits parallèles de la corruption de base au niveau du détail comme du marché noir sur le trottoir.

Tout cela dû à la totale absence de compétition entre entreprises industrielles dont les produits se vendraient de toute façon et dont les stocks ne gênaient pas. Comme à la lenteur générale des acheminements ou la destruction des réserves, même de pommes de terre, dont personne n'était responsable. Et l'approvisionnement en rares produits frais rapidement épuisés sur les petits marchés paysans des



villes. Mais tout le reste de la production et de la distribution, relevant de la planification d'État décidée par les fonctionnaires était sujet à une rigidité générale due à la volonté déterminée des bureaucrates de ne prendre aucun risque. Tel fut le capitalisme d'État jusqu'à ce que l'on y parle des « réformes » qui, après la mort de Mao, aboutirent à rendre la terre aux paysans en supprimant les « communes populaires ». Ce qui amena les Chinois à retrouver des produits frais à acheter. Mais beaucoup moins les citadins russes qui, en plus des produits déjà fournis par les jardins des kolkhoziens, durent se tourner vers l'acquisition de jardins particuliers.

En fait, le système économique du capitalisme d'État cumulait toute une série de dysfonctionnements ; très peu productif, toujours à la traîne de l'Ouest, il n'avait aucun dynamisme propre, hors du secteur militaire-nucléaire-spatial, et, ne suscitant plus aucune attente de la population, n'était soutenu que par une idéologie en qui personne ne croyait : il s'effondra brutalement comme un château de cartes. En suscitant l'étonnement ébahi du reste du monde qui n'avait pas souffert de son inefficacité foncière et restait marqué par son énorme propagande contre laquelle les usagers intérieurs étaient depuis longtemps vaccinés.

Le capitalisme pur et simple l'a-t-il remplacé ?

Avant de se demander maintenant ce qui a remplacé le capitalisme d'État, il faut constater que ce capitalisme est loin d'avoir disparu à l'Est. Il reste encore très important dans tous les secteurs des services publics ou, comme à l'Ouest il va de soi, comme il convient de le rappeler. Mais en y gardant ses tares propres dues à l'attitude foncièrement irresponsable de sa fonction publique. Ainsi qu'au maintien dans sa gestion d'importants secteurs de production, avec au premier plan ceux bénéficiant toujours de la main-d'œuvre pénitentiaire, voire militaire, notamment en Chine. Mais, le plus frappant a été « le plus grand hold-up du 20^e siècle » qui a marqué l'URSS. C'est-à-dire, grâce à la conjonction, tolérée par Gorbatchev, entre les mafias locales et certains apparatchiks, la mainmise de certains fonctionnaires sur les entreprises d'État qui devinrent leur propriété privée. Alors que l'on faisait taire les petits fonctionnaires et les ouvriers en les laissant devenir propriétaires de leurs logements d'État.

L'apparition de ces « oligarques », de cette « oligarchie » d'anciens dirigeants du capitalisme d'État devenus capitalisme privé,

qui caractérise la Russie nouvelle, a-t-elle changé radicalement la vie russe ? Certainement pas pour la masse des habitants, qui reste confrontée à une situation aussi mauvaise quant à la distribution des biens de base. Et qui a perdu la garantie principale du système du capitalisme d'État : l'absence de chômage par la multiplication systématique des emplois, même surnuméraires, à tous les niveaux de la production ou de l'administration, et pour la plupart très mal payés. Ce suremploi général lié à un salaire minimal, était appelé en Chine « le bol de riz en fer » assuré à vie, et faisait dire en Russie que chacun devait faire semblant de travailler en échange d'un semblant de salaire. Aujourd'hui, les licenciements massifs et l'apparition du chômage est à l'Est le signe le plus clair de la suppression du monopole du capitalisme d'État, faisant place au capitalisme privé.

Pour autant, la situation des classes sociales a-t-elle changé ? Si la situation du prolétariat est devenue plus précaire, l'ancienne nouvelle classe bureaucratique a largement fait le saut dans la nouvelle oligarchie capitaliste tout en conservant aussi bien ses postes administratifs et politiques tout-puissants ; malgré un système d'élections d'apparence démocratique mais plutôt inopérant.

Et c'est cette collusion des milieux dirigeants se partageant et éventuellement se disputant les anciens monopoles d'État qui caractérise la Russie. Tandis qu'en Chine, à côté des dirigeants bureaucratiques est apparue une nouvelle bourgeoisie capitaliste animant des entreprises privées de tout niveau de grandeur. Entrepreneurs privés que le PC chinois se fait fort maintenant de compter parmi ses membres comme représentant « les strates sociales nouvelles » à compter parmi les « forces productives avancées ». Enfin, faudrait-il aussi parler des classes paysannes : ayant récupéré l'usage (mais non la propriété) des terres en Chine, mais non en Russie où la majorité des bonnes terres reste aux entreprises publiques inopérantes, alors que l'on donne au compte-gouttes des terres marginales aux candidats à l'exploitation privée.

D'ailleurs, ces régimes hybrides où survit un capitalisme d'État assez puissant à côté d'un capitalisme privé inégal ne se retrouvent pas qu'à l'Est. Mais aussi dans beaucoup de pays dits en développement du Sud où la classe dirigeante est née autour d'un État nouveau en y accaparant le bénéfice de l'aide étrangère. Avec au premier chef les pays qui furent assistés par l'URSS comme la Guinée, l'Éthiopie, l'Angola, le Bénin ou le Congo-Brazza. Le capitalisme d'État y prospère très bien dans la misère générale.

De cela, on ne peut pas encore conclure que le capitalisme soit le même partout : à l'Est comme à l'Ouest et au Sud. Ni que le capitalisme d'État soit vraiment mort : il reste une menace bien aussi dangereuse que le capitalisme ordinaire.

R. B.

La Fédération anarchiste de Rio de Janeiro

« Seule l'action directe ébranle les trônes, menace les tyrannies, bouleverse l'ordre du monde, seule celle-ci, principalement, éduque et fortifie le peuple exploité, dans sa lutte millénaire. L'action directe est la révolution. »
José Oiticica



NÉE AU MOIS D'AOUT 2003 de l'effort conjugué de plusieurs générations d'anarchistes militants, la Fédération anarchiste de Rio de Janeiro (FARJ) est une organisation spécifique. Ses principes reposent sur la liberté, l'éthique, le fédéralisme, l'internationalisme, l'autogestion, l'action directe, la reconnaissance de la lutte des classes, l'insertion dans les luttes sociales, les pratiques militantes et l'aide mutuelle. Ouverte sur l'extérieur, elle cherche à établir des relations avec les autres mouvements libertaires latino-américains.

L'anarchisme, au Brésil comme presque partout en Amérique latine, contribua activement, à la fin du XIX^e et au début du XX^e siècle, à la constitution du mouvement ouvrier révolutionnaire.¹ Mais, décimé par les régimes dictatoriaux et face au développement des organisations marxistes, il perdit de l'influence. Actuellement, il retrouve, sous l'impulsion de militants déterminés, une certaine vigueur. La FARJ est l'une des nombreuses organisations-associations qui composent désormais le panorama libertaire brésilien.

Créé le 18 septembre dernier, le Centre culturel social est hébergé dans une grande maison du quartier de Vila Isabel de Rio, lieu qui, depuis 2001, accueille déjà la bibliothèque sociale Fabio Luz de la FARJ. Ouverte au public les samedis, c'est le plus grand centre d'archives anarchistes de Rio de Janeiro. Vingt-cinq ans après la fermeture du Centre d'études Professor-José-Oiticica par les militaires de l'Aéronautique, la réouverture d'un espace comme celui-ci permet au mouvement libertaire de retrouver ses assises parmi la population.

L'un des premiers projets mis en place par le Centre culturel social est la fabrication de madeleines par les jeunes des favelas. En accord avec les principes libertaires, ils gèrent eux-mêmes la production et la vente des biscuits et se répartissent entre eux les bénéfices de leur travail. Le centre fournit les infrastructures (local, équipements, électricité, gaz, bicyclettes pour la vente) et apporte une contribution financière. Lors de l'inauguration du centre, les jeunes participants à cette expérience, enthousiasmés par le mode d'or-

ganisation horizontale et autogestionnaire, présentèrent eux-mêmes leur projet au public.

Cette première expérience a donné lieu à de nouvelles initiatives, comme le recyclage des déchets (briques de lait, emballages de sucre, de farine, de margarine, etc.). Certains en profitent pour y apporter une touche artistique. Ainsi le compagnon Berimbáu a présenté récemment une exposition à partir d'objets recyclés. Le centre offre aussi des cours de yoga, de mosaïques et d'espéranto.

La FARJ ouvre également ses locaux à d'autres projets de solidarité. Le collectif Luz do sol propose un soutien scolaire aux enfants des quartiers défavorisés, ainsi que des cours de théâtre.

Parallèlement au centre, la FARJ tente de promouvoir l'ouverture d'un collectif d'avocats pour une aide judiciaire à la population démunie, qui subit quotidiennement la violence policière et celle des trafiquants de drogue.² Ce groupe sera baptisé du nom du célèbre auteur anarchiste brésilien Lima Barreto.

L'organisation est dotée de journaux. Malgré de petits retards, la revue *Libertad* poursuit sa publication. Du côté syndical, elle a également édité à 5000 exemplaires quatre numéros du périodique anarcho-syndicaliste, *A Resurgência* ; elle a une forte implantation dans le secteur pétrolier.

Enfin, la fédération se consacre aux recherches sur l'histoire du mouvement libertaire brésilien. En 2003, elle a organisé un colloque sur l'histoire de l'anarchisme à l'université fédérale Fluminense qui a rencontré un franc succès, cette manifestation ayant attiré environ 300 personnes par jour. Au mois de septembre 2004 dans les villes de Sao Paulo et de Rio de Janeiro s'est tenu le Colloque inter-

national libertaire (Histoire du mouvement ouvrier révolutionnaire), organisé par la FARJ, le collectif anarchiste Terra Livre et la maison d'édition Imaginário (de Plínio Coelho), auquel ont participé, outre les intervenants brésiliens, Eduardo Colombo, Larry Portis, Daniel Colson et Franck Mintz.³ Récemment constitué, le groupe de recherche Marques Da Costa, lié à la bibliothèque Fábio Luz et à la FARJ, a pour objectif d'étudier l'anarchisme à Rio de Janeiro, d'aider les étudiants qui désirent se lancer dans ce domaine d'investigation, d'offrir des cours de formation et de publier une revue semestrielle comprenant les résultats de leurs recherches et les collaborations de compagnons. Enfin, le Cercle d'études libertaires Ideal Peres se réunit régulièrement dans une salle de l'université fédérale de Rio de Janeiro.

La jeune FARJ se caractérise par un fort dynamisme. En un an d'existence, elle a déjà réalisé de nombreux projets et mis sur pied une foule d'activités. Mais, comme souvent, le problème est le manque d'argent (les seules ressources proviennent de la contribution volontaire des militants et sympathisants, ainsi que des bénéfices réalisés par la petite librairie). Alors, si vous désirez la soutenir dans ses efforts, n'hésitez pas à envoyer vos dons à : Caixa Postal 14576 cep. 22412-970 Rio de Janeiro RJ Brasil.

Vous pouvez également contacter la FARJ par Internet : farj@riseup.net.

Souhaitons longue vie à la FARJ! Saúde e Anarquia.

Thierry Libertad
groupe Marée noire

Sources : d'après les informations transmises par le secrétariat aux relations extérieures de la FARJ.

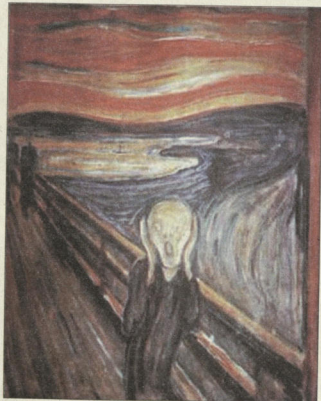
1. À ce sujet, se reporter à l'article de Daniel Colson, *Le Monde libertaire*, n° 1367, 16-22 septembre, p. 17-19.
2. Voir le *Monde libertaire*, n° 1372, 21-27 octobre, p. 12-15.
3. Idem, p. 11.

Ho Paura !

J'ai peur !

Ogur Suffider

Edvard Munch : le Cri.



JÉCRIS DANS UNE SORTIE de retranchement d'où j'use de dires, de soubresauts qui éprouvent ma liberté d'exprimer ce que chaque jour, avec de plus en plus de véhémences on me refuse. En sorte que je n'ai pas été celui qui a rompu le dialogue; et cependant je sais l'expression d'ores et déjà condamnée à n'être qu'une « réaction » aux méfaits commis à l'égard de cette liberté qui ne peut se dire sans se défendre des contraintes, des entraves et des injonctions: des plus avérées à celles qui courent dans l'air du temps. Pouvons-nous seulement donner à l'expression d'autres impulsions qui ne trahissent pas seulement les manipulations, les forfaitures et la surveillance que nous subissons plus que nous ne « faisons avec », sans encourir de l'ignorant, du crétin, de l'apeuré ou de l'égotiste les accusations d'aigreur et de jalousie? Nous n'avions fait qu'apprécier l'ensemble de ces méfaits à l'aune d'une certaine idée que nous nous faisons des libertés et d'une certaine morale qu'il y avait toujours eu de donner prééminence au dialogue, à la parole, à la résolution pacifique des collusions de groupes ou individuelles. Il ne nous était pas même nécessaire de trouver d'autres échappatoires que celles d'une compréhension mutuelle à laquelle s'est substituée la « raison » de plus « fortement » dénuée de scrupules, animée par des motifs de petite envergure. Nous n'avions jamais rien fait d'autre que de nous revendiquer du parti

de la Vie, mais aujourd'hui nous avons peur comme l'exprime Rossana Rossanda dans *Il Manifesto*: « Au contraire du jeune héros de Niccolò Ammaniti, j'ai peur (ho paura). Et le fait que les autres n'aient pas peur m'effraie. Ils ne paraissent pas voir l'avertissement d'incendie que Walter Benjamin apercevait déjà dans la crise de Weimar qui ne s'était pas encore déployée. L'indifférence avec laquelle l'Italie a digéré le triomphe de Bush m'inquiète; la plus modeste des disputes, vraie ou fausse, chez ceux de la Casa delle Libertà ou chez ceux de gauche les passionnent plus que les intentions menaçantes du président américain et de sa nouvelle équipe. » [...] « Quelque chose de difficilement réversible est advenu au niveau culturel et dans le sens commun du pays. Il a produit une sorte d'anesthésie et la perte du sens des mots. Les accents de ceux qui s'autodéfinissent démocrates et libéraux sont en train d'assumer la violence et l'intolérance des fascistes d'un autre temps. Je me souviens de l'air qui planait en 1938 et en 1939, et il me faisait peur même si je n'étais qu'une petite fille. Comme alors tous les anticorps au nouvel ordre qui était agité avaient été mis hors d'usage depuis un moment. »

« Nous n'avons fait que fuir »

Les avertissements ne manquaient pourtant pas. La survenue du grand soir nous importait finalement peu. Il ne dépendait pas de nous. Il

se ferait ou ne se ferait pas. Nous nous bornions seulement à constater que les soirs ne sont pas grands. Et qu'aucun régime même parmi les plus totalitaires n'est jamais parvenu à instaurer un couvre-feu aussi efficace que celui de nos sociétés modernes. Le chacun chez soi du virtuel et de la télévision surpassent tous les autres. Il se fonde sur un consentement servile et mou qui ne profite qu'au pouvoir et à ceux qui en tirent les dividendes. Ces soirs-là rien ne se fomentait pour donner à la vie ses pleins droits. Ces soirs-là, sous le prétexte fallacieux que rien ne doit paraître inaccessible, l'égalité culturelle dont se prévalaient les pouvoirs devenait ce miroir aux alouettes où tout écart doit disparaître. « Et si l'on s'y réfère de plus en plus, c'est manifestement moins pour rendre chacun capable d'accéder à l'art ou à la poésie que pour le rendre incapable de percevoir en quoi l'un et l'autre n'existent véritablement que comme puissance de refus » (Annie Le Brun). En même temps que se trouvait ainsi liquidé et le sens et le négatif, rien ne paraissait plus effrayer nos proches, nos voisins, nos amis qui hier encore vitupéraient avec nous contre l'infamie, et qui à ce jour ont pris acte des dernières mesures légales, les ont assimilées, s'y sont adaptés, nous laissant seul à défendre les derniers bastions où nous nous terrons. L'anesthésie a opéré. Elle gagne chaque jour davantage du terrain. Et si je prononce aujourd'hui le mot d'« infamie » qui d'autre m'entendrait ?

« Si nous les avions sous la main ? »

J'écris dans une sorte de retranchement d'où je veux témoigner, comme une bouteille jetée à la mer, du sort qu'on fait à des hommes. Quel autre sens donnerai-je à ce qui suit et à cette question que je pose en fin aux anarchistes : « Jusqu'où allons-nous nous retrancher ? » Il y a trois ans, nous étions avec quelques amis choqués par des pratiques de la télévision américaine dont un hebdomadaire satyrique français et une radio se faisaient l'écho. Il s'agissait de deux émissions de télé-réalité qui poussaient loin le sordide. Au Texas, dans un centre pénitentiaire, des caméras étaient installées dans des cellules filmant les détenus 24 heures sur 24. Les images étaient diffusées par une télévision locale, à la rubrique « spectacle et divertissement ». À la cohorte des imbéciles qui trouvaient là moyen de se divertir, nul doute que ce croyait bien intentionnés d'autres crétiens aient trouvé là matière à édifier leurs enfants, à les éduquer comme en témoigne le professeur Grant : « En montrant à nos enfants les conditions de vie d'un criminel, nous les dissuaderons de commettre à leur tour des exactions. » Un parent d'élève d'ajouter : « Si ces prisonniers ne servent à rien et coûtent même de l'argent au contribuable, que leur exemple contribue au moins à éduquer nos enfants. Ils sont enfin utiles... » C'est dans le même esprit que des producteurs ont conçu une émission de télé-réalité qui donne aux clochards leur « utilité sociale » de l'aveu même du produc-



teur Hugh Broderick : « Les SDF sont des nécessiteux. Nous leur proposons de l'argent afin qu'ils divertissent le spectateur américain qui a besoin de nouveautés, d'un peu d'audace. » Des sans-abri sont ainsi recrutés par la chaîne de télévision et, moyennant une somme d'argent, ils sont enjointes selon les termes de leur contrat de travail de « combattre jusqu'à ce que l'un d'eux soit hors d'état ». Une terminologie qui n'a pas alerté l'administration fédérale du travail. « Un accord contractuel basé sur une relation de confiance entre les signataires est inattaquable dans le droit américain. Ici, c'est le pays de la libre entreprise où prévalent les principes du contrat de droit privé : irréfragable, immuable. » Ainsi s'exprime l'avocat Matthew Gibson. La sociologue Rowana Mink justifie le principe de l'émission : « L'effet cathartique d'une telle production est évident. La violence du spectateur se trouve justement canalisée sur des objets abjects : la saleté, la laidure. Le succès de l'émission prouve que les spectateurs y trouvent des motifs de satisfaction. Et les spectateurs sont avant tout des gens qui travaillent, qui votent, qui pensent, qui ont besoin de se détendre. Dans la distraction, on ne se trompe pas, on se distrait seulement. » Il y a quelques jours, dans un bar toulousain se trouvait un groupe d'hommes d'affaires américains. Renseignements pris auprès du personnel, mes amis et moi apprenions qu'il y avait là le producteur Hugh Broderick. Je vais donc lui parler, il me répond dans un français très correct : « Comme les boxeurs, ces clochards sont payés. Ils passent à la télé. Des gens les reconnaissent parfois dans la rue, et certains leur glissent même alors une petite pièce. Tout le monde y trouve son compte. » Il reprend à l'adresse des opposants des ligues des droits de l'homme : « Si des gens sont choqués, qu'ils

éteignent leur poste ou qu'ils changent de chaîne. Nous en avons plus de cent dans ce pays. Il y en a pour tout le monde. On ne peut pas plaire à tout le monde ! La démocratie c'est quand même la pluralité des opinions, et le premier amendement garantit la liberté d'expression. » J'attire son attention sur le fait que les clochards ne s'expriment pas quand ils combattent. Il me dit : « Que voulez-vous qu'ils disent que nous ne sachions déjà ? Qu'ils sont malheureux ! On leur donne une chance de passer à la télé et de s'exprimer dans le combat. La vie de l'homme c'est un combat. C'est la performance, écraser l'autre avant de l'être. C'est ça qu'on montre, la réalité ! La réalité c'est la même dans la rue, on vit dans le même monde ! » Sa collaboratrice renchérit : « On dirait que vous êtes jaloux ! Quand j'ai dit à mon fils de 9 ans que ces clochards n'avaient pas bien travaillé à l'école, qu'ils avaient menti et volé et que Dieu les punissait, je peux vous dire qu'il a ramené des bonnes notes depuis. »

J'invite quiconque les croisera à les gifler comme je l'ai fait. Puisque mes amis et moi-même avons tenté d'alerter les instances internationales sur de telles pratiques et qu'en dépit des textes de la Déclaration universelle des droits de l'homme aucun avocat n'a voulu se risquer à ce combat, nous n'avions plus d'autres alternatives que de les rosser.

J'écris dans une sorte de retranchement et je conçois chaque jour davantage d'en arriver aux mains. C'est cette question que je pose aux lecteurs. Les émissions citées existent bien sous la forme présentée. La rencontre avec les protagonistes et les faits eux-mêmes auraient pu se produire. Toute ressemblance avec des personnes qui existent, que vous avez rencontrées et qui tiennent de pareils discours, n'est pas fortuite. **D. S.**

La religion, ennemie des femmes

LA RELIGION EST VIEILLE COMME LE MONDE. Le machisme aussi. Ce n'est pas une raison pour ne pas lutter contre ces fléaux qui paraissent intimement liés. Ils font référence tous deux au pouvoir, et celui (car c'est souvent une figure masculine) qui détient le sacré détient le pouvoir. Le bénéfice non négligeable de cette relation de pouvoir banalise cette forme de relation hiérarchisée qui s'applique aussi à tous les individus. Sa principale victime est la femme. Mais ceux qui pensent qu'il y aurait intérêt à utiliser ce pouvoir oublient qu'ils n'échappent pas au pouvoir que d'autres exercent sur eux.

Le lien entre religion et patriarcat repose au moins deux raisons :

- La force physique et le goût de la conquête attribués à l'homme ont permis d'affirmer une volonté de domination sur la femme.

- L'homme est fasciné et dérouter par la femme qu'il ne comprend pas toujours. Il a donc entrepris par la voie du politique et du religieux d'affirmer cette supériorité qu'il revendique.

En ce qui concerne le religieux, les mystères de la procréation, de la mort, de l'univers, etc., sont suffisamment extraordinaires pour que l'espèce humaine ait recherché des réponses et se soit créé un panthéon protecteur ou canalisateur de ses angoisses. Ces divinités lui ont permis notamment d'imaginer avoir un poids sur son environnement (cérémonies, rituels, sacrifices, etc.). Puis les grandes religions monothéistes ont pris le pas, reprenant le rôle de « père ». La défiance de l'homme vis-à-vis de la femme a alors trouvé l'occasion d'y être reconnue, affirmée, érigée en dogmes. Dieu a donc permis de justifier les prérogatives que l'homme s'est octroyées, celles-ci devenant alors « des vérités » voire des évidences.

C'est la question de la procréation qui a donné la première réponse : la semence (le sperme) est devenue plus importante que la terre, la femme, porteuse de vie, réduite de fait à un simple réceptacle. La seule fonction maternelle a été reconnue. Pour le reste, l'infériorisation de la femme, assimilée à une servante, est devenue la règle. Elle est décrétée impure, porteuse de la faute originelle, et affublée de tous les défauts : menteuse, perverse, sournoise, manipulatrice, moins intelligente,



d'une valeur marchande inférieure à celle de l'homme. Le fait qu'elle soit mauvaise lui enlève tout droit à l'égalité avec l'homme à qui elle doit être soumise, de qui elle doit accepter toutes les injustices qu'il lui inflige.

La religion a une autre fonction pour l'homme. Elle doit l'aider à se protéger de lui-même mais aussi à justifier les violences, les excès dont il est capable. En effet, il est soumis à des pulsions, sexuelles notamment, qu'il a du mal à contrôler. À travers les dogmes, il inflige à la femme le devoir de gérer ces pulsions en attribuant les dérives aux défauts intrinsèques de la femme. C'est à elle de se voiler pour ne pas provoquer l'homme, lui, a droit à l'adultère, pas elle. Pour elle, la punition peut être redoutable (lapidation, etc.). Il gère donc à sa manière son incontinence sexuelle en utilisant la religion comme une ceinture de chasteté... qu'il fait porter à la femme. En l'affublant de tous les maux, il justifie les violences qu'il lui fait subir.

Ces éléments se retrouvent, quelles que soient les « grandes » religions. Dans la Bible, la femme est malmenée et mise en position d'infériorité (Lilith, Ève et Adam, etc.). Qui a écrit la Bible ? Il s'agit d'un ensemble de textes dont la quarantaine d'auteurs est exclusivement masculine. Les hadiths du Coran sont interprétés par des « spécialistes » (ayatollahs) qui sont tous des hommes. Seul le bouddhisme entrevoit que le successeur de Bouddha puisse être une femme. Sauf qu'à ce jour, nous n'en connaissons aucune ! Et la même défiance est de règle dans les textes fondamentaux du bouddhisme. Le Coran et la Bible ne prennent même pas la peine d'imaginer un dieu nommé au féminin.

La religion est bel et bien un outil d'asservissement pour la femme. Et pour donner à ses dogmes davantage de puissance, l'homme y

ajoute le culturel (traditions locales) qui interfère. Un imbroglio se tisse autour de la femme la mettant complètement à sa merci. Si la religion n'a pas de réponse et peut parfois donner une liberté ou un espoir (« Dieu est amour », « Le dernier sera le premier », « Aime ton prochain comme toi-même »), le culturel prend aussitôt le relais pour confirmer la place de citoyenne de seconde zone : l'homme devant, la femme derrière, l'excision voire l'infibulation, le voile, la séparation homme-femme, les mariages arrangés, l'impossibilité pour la femme à occuper le statut de prêtre ou d'imam et sa relégation au statut de simple fidèle, la place de la femme dans la société avec des salaires de 30 % inférieurs, les crimes d'honneur, les infanticides de filles dans certains pays asiatiques, les « féminicides », les violences conjugales, le sexisme, le trafic sexuel, les viols comme arme de guerre, l'héritage dans le monde musulman, le statut des veuves en Inde, la double journée de la femme occidentale, etc.

Un dernier exemple : les musulmans conservateurs du Bangladesh (Mouvement pour une constitution islamique) ont manifesté le 8 octobre dernier pour protester contre l'organisation du premier championnat de football réservé aux femmes. Ils ont menacé de faire le siège du conseil national des sports « tant que cette idée diabolique ne sera pas abandonnée ». Leur slogan : « Stop aux activités contraires à l'islam, préservons le caractère sacré de la femme ! » Ce caractère est sacré quand c'est nécessaire. Il ne s'oppose pas à l'aliénation de la femme et il est parfaitement compatible avec l'enfermement qu'il lui fait subir (burqa, séparation des sexes, assignation à la maison, interdiction de fréquenter le sexe opposé, attaque des femmes au vitriol, analphabétisme des filles, etc.).

Mais n'oublions pas que la religion est aussi aliénante pour les hommes.

Femmes et hommes ont tout intérêt à se libérer de ce carcan. Une simple raison devrait suffire : la religion refuse toute idée de démocratie directe, de choix, de liberté, dans son fonctionnement. Dieu décide tout le temps pour tout le monde. La seule réponse est donc l'émancipation politique et religieuse de toutes les femmes.

Marie-Jo Pothier

commission Femmes de la Fédération anarchiste

Autopsie d'une bavure

DANS LE CLIMAT ACTUEL de paranoïa entretenue, on peut attendre l'amplification des violences policières et la multiplication des bavures. Propagande sécuritaire oblige, les contrôles policiers sont d'ailleurs banalisés jusqu'à l'entrée des collèges. Flics et chiens à la sortie des écoles, et tout est pour le mieux dans le monde parfait de l'ordre et de la sécurité.

C'est dans ce contexte de violence que paraît le dernier livre de Maurice Rajsfus, *L'affaire Pascal Taïs. Autopsie d'une bavure*, qui revient à l'époque du retour de Charles Pasqua au ministère de l'Intérieur, à la fin du mois de mars 1993. Sans qu'il semble y avoir une incitation à la répression, le relent de « reprise en main » se solda par sept morts en une quinzaine de jours.

Autopsie d'une bavure. Arcachon, 6 avril 1993, Pascal Taïs est arrêté dans la soirée et placé en cellule de dégrisement. Le lendemain, il est retrouvé mort dans la cellule à la suite de violences et « littéralement massacré ». Malgré l'état du jeune homme, le décès est officiellement considéré comme accidentel, et tout est alors mis en œuvre pour dégager la responsabilité des policiers. Les fonctionnaires de justice couvrent la police et refusent de prendre en compte l'évidence des faits et les témoignages, notamment celui de la docteure ayant examiné Pascal Taïs au moment de sa garde à vue qui déclare n'avoir constaté aucune trace des coups : « Tout ce que rapporte la police est censé être crédible, et tous les autres faits marquants, importants, significatifs de vérité, sont volontairement relégués au dernier rang, pour ne pas dire enterrés ou combattus. » Deux instructions aboutissent à des non-lieux, en 1996 et en 2003, avec « précision donnée à la famille qu'elle n'a plus de recours ». « La justice a décidé, dans sa sérénité, suivant l'expression, que les policiers ne s'étaient pas attaqués à l'intégrité physique de ce garçon. » Il ne s'est rien passé ou, plus absurde encore, le juge d'instruction « reconnaît implicitement qu'après l'arrivée au commissariat, donc à partir de 0h30, le 7 avril 1993, il s'est passé quelque chose mais, très curieusement, il ne sait pas quoi ».

Pourquoi cette affaire ? « Ce n'est pas une question de choix, mais un problème de trouver des informations cohérentes. Des livres comme celui-ci, il est possible d'en publier un par jour, car les bavures se déroulent à ce rythme, des tabassages plus ou moins graves, sans toujours entraîner la mort. J'ai réussi grâce à son père, Mohamed Taïs, à avoir l'essentiel des informations. Et il était important de montrer les mécanismes d'une interpellation qui peuvent conduire à la mort d'une personne. »

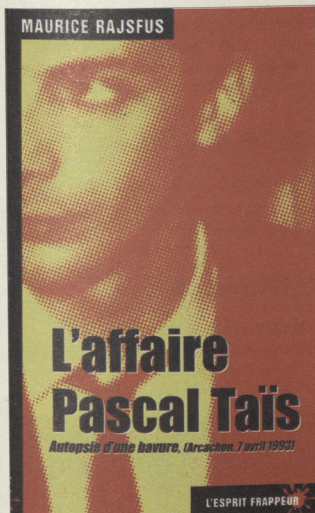
Le 6 avril 1993, un inspecteur de police tue Makomé M'Bowolé, 17 ans, d'une balle dans la tête tirée à bout portant, durant un interrogatoire illégal, au commissariat des Grandes-Carrières, dans le XVIII^e arrondissement de Paris. Un an plus tard, l'Observatoire des libertés publiques¹ est créé et *Que fait la police?* paraît en juin 1994 à l'initiative de Maurice Rajsfus qui, pour ce qui concerne la police, ses excès et l'impunité dont elle bénéficie, fait œuvre d'historien et d'archiviste. Depuis, le bulletin publié par l'Observatoire des libertés publiques recense les bavures et autres abus de pouvoir des soi-disant « gardiens de la paix » qui traquent en premier lieu tout ce qui n'est pas conforme, toute « personne suspecte », c'est-à-dire presque tout le monde. *Que fait la police?* énumère chaque mois les dérapages, les brutalités, les aberrations de cette France bleu marine qui fait froid dans le dos.

Après *La Police hors la loi*, la *Police de Vichy, les Silences de la police*. 16 juillet 1942-17 octobre 1961 (écrit en collaboration avec Jean-Luc Einaudi); *Police et droits de l'Homme*; 1953. Un 14 juillet sanglant, la *Police et la peine de mort (1977-2000: 196 morts)*, *Bavures. Ordre public désordre privé, le Vocabulaire policier*, *Face à la marée bleue*, ce dernier livre, *L'affaire Pascal Taïs. Autopsie d'une bavure*, s'inscrit dans la continuité du travail de Maurice Rajsfus : dénoncer « la force brutale qui régit l'activité d'un corps répressif dont on nous affirme qu'il est républicain. » « La procédure conduite dans l'affaire Taïs est édifiante, mais tellement semblable à bien d'autres cas mortels suite à une intervention des forces de l'ordre. Pour la police, il n'y a pas de victimes. Rien que des suspects coupables d'incivisme ou de rébellion. Face à la police, on ne trouve que des "individus" troublant l'ordre public, et qu'il convient de remettre à la raison. Le policier ne peut avoir tort : il représente la loi. Lui résister peut justifier un passage à tabac, lui résister risque de correspondre à un arrêt de mort. Le policier ignore que la peine de mort a été abolie en octobre 1981. » Cette enquête sur un drame ordinaire montre à quel point l'affaire est hélas emblématique d'une justice à deux vitesses quand il s'agit du droit des civils et des responsabilités policières.²

Chroniques rebelles

1. Observatoire des Libertés Publiques, 7 et 9 passage Dagorno, 75017 Paris. *Que fait la police?* bulletin mensuel envoyé aux adhérents.

2. *L'affaire Pascal Taïs. Autopsie d'une bavure*, est le premier ouvrage d'une nouvelle collection, *Avis de recherche*, éditée par l'Esprit frappeur.



Maurice Rajsfus, *L'affaire Pascal Taïs. Autopsie d'une bavure* (Arcachon, 7 avril 1993), L'Esprit frappeur, 88 p., 4 euros.

Des militants du Parti socialiste gazent et expulsent des sans-papiers

L'OCCUPATION des locaux de la fédération départementale du Parti socialiste par les militants du 9^e collectif des sans-papiers aura duré une semaine.

Mardi 18 janvier, vers 20 heures, les forces de police avec la collaboration de militants socialistes faisaient évacuer manu militari les sans-papiers et leurs soutiens. Behija Ben Kouka, représentante du collectif, raconte. « J'étais dans le couloir de l'entrée quand j'ai été gazée par des gens du PS. Je me suis évanouie le long de la porte. » Puis la police est arrivée. « Nous avons été traités d'une telle manière... Je suis scandalisée! Les enfants pleuraient. Je suis vraiment déçue de l'attitude du PS qui est allé jusqu'à porter plainte contre des sans-papiers. C'est une honte! »

En effet, non contents de faire intervenir les forces de l'ordre, les socialistes présents ont dénoncé un à un les occupants, sans-papiers et

militants venus les soutenir. Parmi eux des membres d'AC (Agir ensemble contre le Chômage) et un militant de la CNT, adhérent du groupe FA de Montreuil. Après plusieurs heures de garde à vue au commissariat des Lilas, quatre sans-papiers étaient déférés devant le tribunal de Bobigny, samedi 22 janvier. Ils risquent une autre expulsion, celle du territoire! Le 9^e collectif, dont les actions médiatiques précédentes, notamment l'occupation de la permanence de Sarkozy à Neuilly, avaient eu le mérite de réveiller les consciences et les solidarités, ne s'attendait certainement pas à être reçu d'une telle manière dans le fief de l'ancien ministre socialiste de la Ville, Claude Bartolone...

Groupe de Montreuil
de la Fédération anarchiste

D'la fraîche pour RL

Depuis 1981, fidèle à ses engagements d'origine, Radio Libertaire n'a jamais cessé et ne cessera jamais de se battre pour la liberté des

ondes. Elle revendique son autonomie vis-à-vis de l'État et refuse de tomber dans le système des radios commerciales, des radios fric. Sa volonté d'être hors du champ capitaliste et mercantile ne lui permet pourtant pas d'échapper à la réalité de ce vieux monde qu'on promet à la casse. C'est pourquoi elle fonctionne aussi grâce au soutien financier sans faille de ses auditeurs et auditrices mais également de tous les sympathisants de l'idée anarchiste.

Aujourd'hui, Radio libertaire doit trouver des fonds supplémentaire pour s'équiper d'une nouvelle table de mixage. Elle coûte 15000 euros. « Une paille! » dirait Édouard Rothschild qui vient de se payer une feuille jadis maoïste pour 20 millions d'euros...

Toujours est-il que le pécule de Radio libertaire est un peu mince pour cette dépense. Aussi, une souscription est lancée et fait à nouveau appel à la solidarité de toutes et tous qui êtes attachés à cette fréquence libertaire pour réunir la somme de 7500 euros.

Bien sûr, l'équipe ne manquera pas de vous tenir informés par les ondes et dans le Monde libertaire de l'évolution de cette souscription jusqu'à la réalisation de l'achat de sa nouvelle table de mixage.

Salutations anarchistes

Le secrétariat de Radio libertaire

Les chèques sont à rédiger à l'ordre de DMC et n'oubliez pas de préciser au dos du chèque « Souscription ». Merci.

SOUSCRIPTION

Radio Libertaire

RL
89.4

Librairie Publico
145, rue Amelot
75011 Paris

La voix sans dieu sans maître et sans publicité

radio-libertaire@federation-anarchiste.org

Radio libertaire

Jeudi 27 janvier

SI VIS PACEM DE 18 HEURES A 19H30

pour une éducation laïque, donc antimilitariste. Invités : groupe des libres penseurs André Lorulot-Commune de Paris

Entre Chiens et Loups de 20h30 à 22 heures.

Michèle Bayard (auteur jeunesse) sera reçu pour son livre *Sam et la reine de Palmyre* et la présentation de deux autres livres : *Khalil et le fennec* de Ghania Hammadou et *L'Ascenseur à banquette rouge* de Suada Tozowaldam, aux éditions Paris Méditerranée.

Mercredi 9 février

FEMMES LIBRES DE 18H30 A 20H30

reçoit Marie Jo Bonnet pour son livre *Les femmes dans l'art* éd La Martinière

Mardi 1^{er} février

PAS DE QUARTIERS DE 18 HEURES A 19H30

les petits reporters de pas de quartier vous livreront les interviews et les échos sonores de la manifestation de la Fonction publique du jeudi 20 janvier

Jeudi 3 février

SI VIS PACEM DE 18 HEURES A 19H30.

Atelier d'écriture antimilitariste. Invité : Rolland Hénault, dit le divin, chroniqueur, romancier, pédagogue...

Jeudis 10 février

SI VIS PACEM DE 18 HEURES A 19H30.

Les guerres du Caucase. Invité : le Comité Tchétchénie de Paris.

Mercredi 16 février

FEMMES LIBRES DE 18H30 A 20H30

Emission spéciale autour de Louise Michel.

89.4 MHz
en région parisienne

Jeudi 27 janvier

Auray (56)

Stig Dagerman (1923-1954), l'écrivain suédois anarcho-syndicaliste, est au centre culturel Athéna l'exposition de photos jusqu'au 4 février à 19h00 Renseignements-réervations au 0297290330.

Lyon 1^{er}

Pièce de théâtre: *Putain d'usine*. Une pièce de la compagnie Papiers froissés d'après le livre de Jean-Pierre Levaray. À 20h30 à la Plume Noire 19, rue Pierre-Blanc. Tél.: 0472009410.

Vendredi 28 janvier

Paris 1^{er}

Rassemblement le 27 janvier à 10 heures devant le Palais de Justice pour soutenir les militants d'Act Up inculpés suite à leur action à l'Élysée. Métro Cité

Lyon 1^{er}

Pièce de théâtre: *Putain d'usine*. Une pièce de la compagnie Papiers froissés d'après le livre de Jean-Pierre Levaray. à 20h30 à la Plume Noire, 19, rue Pierre-Blanc. Tél.: 0472009410.

Paris 20^e

Concert de soutien au Syndicat des travailleurs de l'éducation de Paris de la CNT avec Le chantier, Skud and the Panic people et Los Tres Puntos, à partir de 19h, au 33 rue des Vignoles, métro Buzenval ou Avron. PAF: 5 euros.

Dijon

Concert aux Tanneries avec No Time To Lose, Division Est, Unfit et Ataxia à 20 heures. PAF: 4 euros

Samedi 29 janvier

Lyon 1^{er}

Pièce de théâtre: *Putain d'usine*. Une pièce de la compagnie Papiers froissés d'après le livre de Jean-Pierre Levaray. à 16 heures à la Plume Noire 19, rue Pierre-Blanc. Tél.: 0472009410.

Paris 18^e

Rencontres débats avec Alain Pecunia, autour de son livre: *Les Ombres ardentes. Un Français dans les prisons franquistes*. à La Rue, 10, rue Robert-Planquette. Métro Abbesses ou Blanche. (15h 30)

Dimanche 30 janvier

Paris 20^e

17heures Concert de Soutien à Faty contre la répression antisyndicale avec Brixton Cats, Smokin Fuzz et Cat Killer, à Alternation, 21, rue Pierre-Bourdan, métro/RER Nation. PAF: 3 euros

Vendredi 4 février

Lyon 7^e

Fred Alpi sera en concert en solo acoustique à 20heures à l'Atelier, 91 rue de Montesquieu. Métro Saxe-Gambetta ou Jean-Macé.

Saint-Denis (93)

Rencontre à la Bourse du Travail de Saint-Denis pour la création d'une société des laïques, des non-croyants, non-croyantes et des athés. Projection du documentaire IVG: «Les croisés de l'ordre moral» de J. Cotta et P. Martin (1995) et discussion avec la participation de Jocelyn Bézécourt à 19 heures.

Samedi 5 février

Méaudre (Vercors)

Concert-inauguration de l'association IA RAGE QUI RIT avec Fred Alpi en solo acoustique au Synclinal (au pied des pistes) Les Farlaix, à 20 heures. PAF: 3 euros

Paris 11^e

La librairie Quilombo s'associe au 25 ans du Collectif Guatemala: Projection du film *Trafiquants de Vérité*, de Grégory Lassalle et conférence-débat: Le prix à payer pour la Paix. A partir de 16 heures au CICP - 21 ter, rue Voltaire - 75011 Paris, Métro Rue-des-Boulets.

Vendredi 11 février

Avignon

Le groupe Gard Vaucluse de la FA vous invite à rencontrer Stéphane Troplain, responsable du Monde libertaire, à l'occasion de la présentation du livre *Et pourtant ils existent* (Editions du Cherche-Midi) Librairie Infokiosk, place Damette (proche de la rue des lys) de 16 heures à 19 heures.

Samedi 12 février

Paris 11^e

Débat avec Claude Guillon autour de son livre *le Droit à la mort*, à 16h30, à PUBLICO 145, rue Amélot, métro République, Filles-du-Calvaire ou Oberkampf.

Lyon 1^{er}

Débat sur la décroissance avec J.-P. Terrais. (Auteur de la brochure: *Du développement à la décroissance*. 15h à la Plume Noire 19 rue Pierre Blanc tel: 04.72.00.94.10





Joëlle Rapp, *Paradis made in plastic*, décembre 2003, 1,50 m x 1,90 m.